

Droit européen

13.02.08

Introduction

Droit européen : fait référence à la grande europe. Conseil de l'europe. 47 Etats.

Droit communautaire, institution commuR : UE. Petite europe. Communauté européenne. 27 Etats.

Ces org° euro, quelque soient leurs diff, ont un 1^{er} élément en commun : sont toutes liées géo, placées géo sur le continent euro, regroupent des E placés sur le continent euro, ont points communs pol, éco, et/ou culturels, historique → ferment d'union.

Org° d'E universel : ont vocation plus large : ONU coopèrent avec l'UE et avec l'Europe.

On va s'occuper des org° régionales qui concernent un continent déterminé.

- OEA : org° des E africains

Le continent euro est celui qui a connu le 1^{er} la création une création d'org° régionale après la WW1 : la com° centrale du Rhin.

Après la WW2, émergence des 1^{ères} org° euro modernes :

- conseil de l'Europe
- communauté euro : UE.

Section 1 : Elément de def des institutions euro au sein du dt inter public

Org° euro : sont au sein générique des org° inter, elles répondent à la def de l'org° inter.

Org° inter : assoc° d'E constitués par traités (OI) dotés d'une constit, d'organes communs à l'org° qui servent à la faire fonctionner, doté d'une persT morale distincte de celle des E qui en sont mb. Est crée par un traité inter (acte de naissance).

- si pls E : traité multi latéral

Par le traité inter qui crée l'org°, les E expriment leur consentement à la création d'une pers morale nvlle (org°) dont ils savent que les compétC de cette org° auront surement des csq sur l'exercice de leurs propres compétC.

- traité inédit, originaire, institutif : créent l'org°
- traité de révision : ont pour objet de réviser les précédents dans le respect de la proc de révisions.

Ces org° ont la persT morale et ont la persT jq : ont un patrimoine, peuvent saisir les J° dont elles sont justiciables, ont des représentants, ont des organes permanents, sont créatrices de droits, sont soumises à des règles du dt inter public.

- Y a-t-il une spécificité propre aux org° euro par rapport aux org° inter ? NON, les org° euro sont formés par des sujets de dt inter (les E), formés par d'autres org° euro, ne se distinguent pas d'une org° classique par leur composition.

- Quant à leur création, pas de différence.

- Quant à leur compétences, pas de diff ; les org° sont toutes gouvernées par le ppe de spécialité (compétC d'attribution qui résulte des stipulations du traité originaire → les organes qui composent les org° inter et euro ne peuvent exercer d'attributions que si les traités leur donnent compétC pour cela).

L'UE s'affranchit du ppe de spécialité dans certains cas.

- Quant à la capacité jq, pas de diff ; elles peuvent toutes signer des traités, être partie à d'autres org°, être responsable des D qu'elles créent de part leur actvT, sont des sujets de droit inter.

Section 2 : La grande variété des org° euro

1^{er} élément : les org° euro regroupent un nb important d'E, sont +/- large dans leur composition. Certaines org° euro se distinguent en raison de leur compo° quantitative et qualitative (peuvent inclure des E qui ne sont pas euro). Ex : l'OTAN crée par le traité de l'Atlantique Nord intègre les EU et le Canada. L'OCDE, org° de dvt et de coop° éco est composés d'E euro, du Canada, Japon, NZ ...

2^{ème} élément : distinction en raison de leur compétC. Org° euro qui ont vocation générale à agir et voc° pol (le conseil de l'europe, l'UE). Org° euro avec domaine spé (sécurité, défense → OTAN, éco → OCDE, les sciences...). Dans certains cas, l'org° euro existe en parallèle à une org° inter à voc° universelle.

3^{ème} élément : distinction en raison de leur fonctionnement et de leur but. Diff entre org° euro et inter d'intégration et org° euro et inter de coop°.

- **org° de coop°** : sont nbx, correspondent au ppe de souveraineté et ppe d'égalité qui gouvernent cqe E. ppe de concertation intergouvernementale, règles de la diplo. Les représentants des E en prenant des actes pour les E qu'ils représentent auront des effets limités. Ces actes sont adoptés par la règle de l'unanimité.
 - si les E désirent adopter des règles obligR, celles-ci ne peuvent l'être qu'après avoir obtenu l'accord de tous, et que ces règles soient ratifiés.
- **org° d'intégration** : but supra national. Les E se soumettent à un système plus gd qu'eux. Caractère fédéraliste. Les E transfèrent à l'org° une partie de leurs compétC, l'org° va agir dans ce domaine de compétC à la place des E. au sein de l'org° il existe des organes qui vont agir à la place des E. nécessité de trouver un équilibre entre les organes qui vont représenter les E mb, les organes qui vont représenter l'org°. La composition des organes, qui sont créés dans une org° d'intégration, dépend des buts qui président à la création de cette org°. Les organes vont user d'un pvr normatif qui est le fruit d'un transfert de compétC. Ces actes seront pris dans le respect de la règle de la majorité. Adoption de règles communes à la maj des E mb de la communauté. Plus les E accepteront d'adopter ensemble au sein de l'org° plus on pourra constater le caractère d'intégration de l'org°.

Section 3 : Un historique rapide de la construction euro

La construction euro est le fruit de circonstances diverses suite à la WW2.

Avant la WW2, certains ont tenté de construire une Europe unie.

Après la WW2, projet d'une org° euro en tant qu'entité.

A. Des éléments explicatifs de cette construction

1) La WW2

- Assurer la promotion et le dvt des idéaux démocratiques, de DH.

- Réconcilier l'All et la France.

Congrès de La Haye, 1948 : naît le conseil de l'Europe par le traité du 5 mai 1949.

En 1951, traité du 18 avril : création de la CECA, communauté euro du charbon et de l'acier.

1^{ère} communauté sectorielle qui répond aux mm impératifs. Eviter un nv conflits entre l'All et la France, proposition de Jean Monet et Robert Schuman → la perspective de la réconciliation entre l'All et la France devait passer par une communauté sectorielle.

Les autres E ont de graves difficultés éco, proposition du plan Marshall.

2) La guerre froide

Les EU ont joué un gd rôle dans la construction euro en faisant réagir les euro.

Truman développe une doctrine anti communiste, doctrine de l'endiguement.

Traité de Washington : pacte Atlantique : alliance entre EU et E euro de l'ouest → contenir l'invasion communiste.

L'UEO : les E euro

Traité de Washington : pacte Atlantique : alliance entre EU et E euro de l'ouest → contenir l'invasion communiste.

L'UEO : les E euro orientales s'unissent.

Pacte de Varsovie : 1950

Système bi polaire : émergence conseil de l'Europe, et communauté euro.

14.02.08

3) Une Europe politique

Volonté de créer une Europe pol : idée qu'il faut dégager une identité propre au continent européen. Cette idée se traduit dans la construction d'une Europe éco, 3 communautés sectorielles :

- SECA, traité de Paris 8 avril 1951
- CEE : communauté éco euro : Traité de Rome 25 mars 57
- CEEA : communT pour l'énergie atomique : traité de Rome 25 mars 57

Aveu d'impuissance des euro de l'époque pour créer une Europe pol.

1970 : europe pol qui se traduit dans les faits avec la mise en place d'une structure assez informelle, la CPE : la coop° pol euro → utilisée, renommée, approprié par le traité de Maastricht de 1992, va devenir un dépend de l'action de l'UE.

B. Le lien entre l'europe et la fin du bloc de l'est

La chute des régimes communistes dans les diff états satellites de l'URSS et en URSS fait disparaître les org° euro de l'europe socialiste en fait et en droit. Pacte de Varsovie est liquidé en juill 91.

CAEM qui avait une voc° éco (libre échange) entre les pays de l'est est liquidé en 91.

Fin d'org° euro à l'est.

L'all se réunifie en 90.

L'europe va se trouver en oblig° d'aider les démos naissantes dans leur quête vers la libeT pour permettre à ces démo d'intégrer des org° euro existence comme le conseil de l'europe.

Les pays d'europe centrale et orientale (PECO) vont être aidés éco à mettre en place une éco de marché, cond° sinequanone.

Il faut aider ces ex pays du bloc de l'Est à régler leur conflit : conflit ex yougo et Tchétchénie.

Ces quest se posent aux anciens mb de l'europe de l'ouest → nécessité d'intégrer ces E dans les org° existences, volonté d'intégration a confronté les E d'europe à de nbx défis et à une nécessité de réformes des institutions euro existence.

Intégration dans l'OTAN et dans l'UE a été lente et laborieuse.

Elargissement a posé des pb financiers car il fallait financer en faveur des nbx pays des domaines comme l'agriculture, gérer la Ccrce des nvx E dans le domaine agricole et indu.

Dans l'OTAN, les E candidats ont du s'adapter aux règles techniques (armements). Cette intégration s'est faite par des accords d'assoc°, accords d'adhésion qui se sont soldés entre 99 et 04 par l'intégration de 7 E, et de 10 E nvx dans l'UE en 04, 2 en 07.

Processus d'intégration s'est fait en totale adaptation avec l'E demandeur. On a commencé à parler d'une europe à pls vitesses à ce mmt là car adaptation du système euro aux E candidats à l'adhésion.

E confrontés à des quest de minorités. Ces E ont en commun des difficultés éco qui doivent être résolues de manière commune → mise en place de zones de libre échange donc persistance de coop° régionale.

PARTIE 1 : LES ORGANISATIONS EUROPEENES DE COOPERATION

Chap 1 : Le conseil de l'europe

A la fin de la WW2, l'H clé qui évoque l'idée de ce conseil est Churchill qui évoque la création des EU d'europe. Il trouve un écho, en 47 dans le mvt euro qui est crée à l'initiative de pers privée, que se tienne un congrès de l'europe à La Haye en 1948.

L'idée de ce congrès est de créer une org° euro, les négoc° avec et entre les E débutent et vont aboutir à la rédaction d'un traité qui crée le conseil de l'europe qui est signé le 5 mai 49 et entrera en vigueur le 3 août 49.

→ Volonté d'une org° d'intégration avec un abandon de compétC au profit des organes de cette org°.

→ Création d'une org° de coop° dans laquelle les E sont souverains, égaux, discutent et confrontent leurs idées et éventuellement décident en commun.

Le conseil de l'europe sera une org° de coop°, dans laquelle le pvr de décision est confié à un pvr intergouvernemental (comité des ministres). Les décisions prises n'ont d'effets obligR que si les E le souhaitent et donc sont soumises à une ratification.

Section 1 : Le conseil de l'europe, une org° de coop° ouverte

Conseil de l'europe regroupe la gde europe, englobe tous les pays euro qui ont décidé de respecter le ppe de liberT et des DH.

§1. Les conditions d'adhésion

le statut de cette org° prévoit que tout E peut devenir mb du conseil de l'€ à condition qu'il respecte les ppes de l'org°. Principes :

- L'E doit reconnaître le ppe de la prééminence du droit.
- L'E doit garantir à toutes pers placées sous sa J° le bénéfice des DH et des liberT fondas.
- Il faut que l'E respecte la démo au travers d'élections libres.
- L'E doit décider de ratifier la conv EDH.
- L'E doit abolir la peine de mort.

Ces cond° sont examinées par le comité des ministres qui est compétent pour trancher sur la candidature d'un E. Comité des ministres qui reçoit l'avis d'autre autre organe qui s'appelle l'assemblée. Le comité tranche alors et invite ou non l'E à joindre le conseil de l'€.

Cette décision d'acceptation d'adhésion doit être suivie du dépôt du traité d'adhésion qui doit être ratifiée par lui par les autres E mb.

§2. Les membres du conseil de l'europe

A la création du C€, en 49, les mb originaires étaient 10, now 47.

L'org° s'est élargie à tous les E euro.

Certains E sont observateurs auprès du comité des ministres: Saint Siège, les EU, le Canada, le Japon, Mexique., auprès de l'assemblée : Israël

A titre transitoire, un statut d'invité spé a été mis en place en faveur des pays de l'ex bloc de l'est dans l'attente de l'adhésion au conseil, leur a permis (et notamment à la Biélorussie qui est candidate) de réformer leur E interne pour être conforme aux cond° requises.

§3. Le retrait, la suspension ou l'exclusion du conseil de l'europe

le retrait est facile, il suffit que l'E qui a cette volonté la manifeste au secrétaire général du C€. sa simple volonté emporte retrait.

Si un E viole gravement les DH, le comité des ministres peut inviter l'E à se retirer, et si l'E n'obtempère pas, l'exclusion peut être prononcée.

En cas de manquements aux oblig° d'un E (violation des DH ou liberT fondas), il est possible de suspendre le droit de représentation de cet E : l'E n'est ni exclu ni obligé de se retirer, mais le temps qu'il perpétuera dans son comportement fautif, il ne sera plus représenté dans les organes de l'org°.

Ex : la Turquie a été suspendue pdt 3 ans.

Le plus svt les E fautifs se retirent d'eux mm (Grèce en 69).

Les E du C€ rechignent à prononcer l'exclusion pour éviter toute marginalisation qui pourrait entraîner la survenance d'un conflit. Par des moyens diplo, on incite l'E à cesser ses violations ou à se retirer.

Org° euro ouverte, fondée et s'appuyant sur le respect des DH et des liberT fondas.

Section 2. Les compétences du conseil de l'europe

Approche matérielle et fonctionnelle.

Cette org° dans ses statuts (traité de 49) voit ses compétC énoncées de manière très générale.

§1. Une org° euro pol avec des compétC générales

le C€ a voc° à intervenir dans tous les domaines, sauf domaine de la défense.

§2. Une org° focalisée sur les DH

cette org° assure une surveillance constante des DH et de son respect par l'intermédiaire par la CEDH qui est une cour créée dans le respect dans la conv EDH qui a été rédigée par le C€.

20.02.08

Section 3. Les moyens d'action du conseil de l'europe

Moyens organique et jq.

§1. Les organes et les moyens d'action organique du C€

conseil siège à Strasbourg, est organisé autour de 3 entités organiques ppaux, qui sont le comité des ministre (organe qui représente les E), l'A parlemR, le secrétariat (représentant de l'org°, qui la gère).

A. Comité des ministres

Représente les Gt, organe le plus important qualitativement. Représente les E. le C€ se réunit avec les E pour discuter et coopérer. 47 mb qui se réunissent au nv des ministres des affaires étrangères au moins 2 fois par an, les représentants des Gt se réunissent 1 fois par semaine.

Comité présidé tous les 6 mois par un représentant de l'E diff, organe de discussion entre E sur les domaines de compétC sur l'org° (compétC générales à part la défense).

Comité aidé d'experts qui l'aident à préparer et rédiger des projets de résolution. Les conv° inter se préparent au sein de ce conseil. Lors de la rédaction des résolutions et conv°, des ONG peuvent participer au conseil des experts.

Ce comité est compétent pour adopter le prgm d'actvT de l'org°. La pol que va mener le C€ et les quest d'actualité font l'objet d'une concertation et d'une discussion. Elaboration du budget de l'europe qui dépend de la contribution des E qui aide au fonctionnement de l'org°. Le comité peut traiter toutes quest qu'il juge utile d'évoquer, il peut s'autosaisir ou être saisi par les parlemR ou par le congrès des pvrs locaux.

Travaille pour conclure des conv° inter (portée obligR si signées et ratifiées) et des résolutions inter (actes qui ne sont pas obligR pour les E, n'ont pas pour objet de modifier l'E du dt). CompétC importantes mais dans une org° de coop°.

Le comité peut adresser des recommandations aux E pour respecter une attitude ou se conformer aux conv°, mais la recommandation n'est pas obligR.

Les actes émanant du comité doivent obtenir la maj des 2/3, sauf les recommandations qui doivent être adoptée à l'unanimité.

Le comité assure l'exécution des arrêts de la CEDH.

B. Assemblée parlementaire

Organe de discussion composé de 636 mb (318 qui sont titulR → rotation) qui sont des parlemenR nationaux élus, sont désignés par leur parlement parmi leur mb selon une proc qui est fixée par cqe parlemT national. Représentation indirecte des E qui varie selon la taille des E.

Les parlemR nationaux se sont organisés en délégation parlemR et en grp transnationaux, participent à l'org° du travail adm.

L'A élit le secrétaire général sur proposition du comité. Juges qui vont siéger au comité des dt de l'H.

Rôle consultatif se fait dans les recommandations que l'AP rédige et qu'elle adresse au comité des ministres.

C. Le secrétariat

Composé de 1800 agents placés sous la direction d'un secréR général et secréR général adjoint. Divisé en directions. Apporte une aide adm à l'exercice des tâches du comité et de l'AP. présidé par le secréR gal élu par l'AP pour 5 ans sur proposition renouvelable.

Rôle adm, pol qu'il exerce tant à l'intérieur de l'org° qu'à l'extérieur. Exercé de manière indépendante, ne peut pas recevoir d'instructions du Gt.

D. Le congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Congrès crée en 94, a pris la suite d'une réunion qui se tenait annuellement entre les représentants des CT → conférence euro des pvr locaux devenue le congrès.

Composition : calquée sur celle de l'AP. composé de représentants des mb élus, des organes délibérants des CT. Cqe E envoie une délégation qui va représenter les CL et les diff partis pol qui forment les courants de la représentation locale.

compétC consultative. Congrès se divise en 2 chb : la chb des pvr locaux (autorT locale), la chb des régions.

But : promouvoir la démo locale dans tous les domaines sauf défense. Agit par voie de résolution, coop° transfrontalières, pol de décentralisation.

E. Le commissaire au droit de l'homme

Crée pour les 50 ans de l'org° en 99 à l'initiative des E. a pour tâche la promotion de l'éducation et la sensibilisation aux DH dans les E. il contrôle le respect des DH dans les E mb, adresse si besoin des recommandations aux E, établit des rapports sur toutes quest.

Ne peut pas se saisir d'une compétC qui ferait déjà l'objet d'une action menée par les autres organes. Est élu par l'AP pour 6 ans non renouvelable sur une liste qui est composée de 3 noms présentées par le comité des ministres à l'A.

§2. Les moyens d'action jq mis en œuvre par le C€

A. mesures incitatives

le conseil est une org° d'échanges et de dialogue. Cette org° agit sur des modes divers avec des mesures incitatives.

- mesures de déclarations
- mesures de résolutions
- mesures de recommandations

concertations par le conseil des ministres se traduit avec des résolutions et dans des recommandations adressées aux E qui ont pour but l'harmonisation des législations, de proposer des pol ou des actions communes.

Le CE tente d'aider à la construction d'une identité euro et culturelle euro.

Respecter la nature de coop° de l'org°.

B. L'élaboration au sein du conseil de conv° inter.

Conv° font intervenir des comités d'experts qui rédigent les textes qui vont être discutées et votés par le CM, puis ratifications par les E. ces textes sont ouverts à la ratification des E qui ne sont pas mb du C€.

Parmi les textes signés en CM, diff entre les textes qu'il adopte et la ratification faite par les E.

Conv° pour la prévention de la torture et contre les traitements inhumains ou dégradants.

Conv° pour la protection de minorités.

Conv° pour la protection des données à caractère perso...

Les E doivent signer la conv° EDH et la conv° contre la torture → cond° d'entrée dans le C€.

La conv° EDH date du 5 nov 1950.

Comité des experts : impartiaux, élus pour 4 ans par le CM. Compétent pour rédiger des rapports avec recommandations.

21.02.08

C. les mécanismes de contrôle assurant le respect des textes inter

le C€ met en place des mécanismes qui ont pour objet de faire respecter ces textes.

Installation de comité d'experts appropriés dans cqe conv°. Ces comités sont chargés de rédiger des rapports ayant pour de constater les cond° de respect des traités. Ces rapports ont pour obj d'être des sources de propositions de révisions ou de modif° des textes au CM. Ces rapports mettent en évidence les cond° d'application des traités, le respect des dispositions conventionnelles. Contrôle relatif qui s'appuie sur constats, pas de retour, pas de coercition. Le texte le plus probant est le conv EDH.

Section 4 : La conv° EDH.

Cette conv° a été signée à Rome le 4 nov 1950, entre en vigueur le 3 sept 53. cette conv° contient des dts et liberT, mais aussi elle prévoit les mécanismes appropriés à leur protection. Elle crée des organes internes issus de la conv° qui sont chargés de protéger les dts et liberT
Conv° accompagnée de protocoles additionnels (14), certains protocoles rajoutent des dts nvx et des liberT nulle à ceux qui sont déjà protégés, d'autres aménagent le processus de contrôle. Tous ces protocoles ne sont pas ratifiés par les E.

Protocole 11 : a réformé le système de protection des dts et liberT, entré en vigueur le 1^{er} nov 98, organise le système de protection des dts et liberT autour de la CEDH.

Protocole 14 : n'es tjrs pas entrée en vigueur, a pour objet d'améliorer le fonctionnement de contrôle de la cour, a été ratifié par la France et attend la ratification de la russie.

§1. Les dts et liberT garanties par la conv et les protocoles

A. Les bénéficiaires des dts et liberT

Toute pers qui se trouve sous la J° d'un E partie à la conv°. Sont bénéficiaires des dispositions contenus dans la conv° EDH les nationaux et les étrangers qui se trouvent sur le terri d'un E partie à la conv°. La CEDH retient une conception terri de la J°. l'E partie à la conv° doit faire respecter les dispositions de celle-ci aux nationaux et aux étrangers.

B. Les droits et liberT garantis

Ces dts et liberT sont des dts civils et pol. A part la liberT syndicale et le dt à l'instruction qui sont inclus dans la conv°, la conv° ne garantie que les dts civils et pol. Les dts éco et sociaux font l'objet d'une autre conv° : la charte sociale euro qui est entrée en vigueur en 65.

Ces dts peuvent faire l'objet d'aménagements et de limites de la part de l'E partie à la conv°. Si un E se trouve confronter à une menace à l'ordre public, ou à une guerre, l'E est autorisé à prendre des mesures qui aménagent la garantie des dts et liberT, prendre des mesures dérogoires d'application de la conv°, peut suspendre temporairement les dispositions de la conv°.

Dts imprescriptibles, ne peuvent pas être supprimé quelles que soient les circonstances : le dt à la vie, l'interdiction de la torture et esclavage, abolition de la peine de mort.

Il est tjrs possible à l'E d'encadrer l'exercice des dts garantis par le conv°. Droit à la liberté, dt de propriété, liberT de religion, liberT de manifestations font l'objet de restrictions.

Cond° d'aménagement :

- Le dt interne doit prévoir l'aménagement du dt ou de la liberT, et qu'il soit légal.
- L'aménagement doit répondre à un intérêt légitime de l'E : protection de l'ordre public.
- L'aménagement doit être proportionnel à l'obj que l'E doit atteindre.

Ces dts et liberT font l'objet d'une interprétation extensive et adaptée à cqe cas par la CEDH.

La cour doit prendre en compte le respect et le protection de dts et liberT en tenant compte des considérations d'aujourd'hui. La cour soumet l'E à des oblig° plus large que celle qui étaient prévues originaires prévues dans la conv°, elle adapte les dts et les protège en tenant compte de l'évolution des mœurs et de la socT.

La cour peut estimer qu'une mesure d'expulsion d'un étranger porte atteinte au respect de la vie privée et familiale, dans le mesure où la pers était suffisamment intégrée dans l'E et dans lequel elle possédait des attaches familiales.

§2. Le système de protection contenu dans la convention

syst de contrôle J°lle et inter du respect par les E parties à la conv°.

En 53, le syst faisait intervenir 2 organes : la com° des dts de l'H qui était concentré sur le filtrage des requêtes, ouverture de la saisine de la cour des DH après filtrage.

Le 1^{er} nov 98, protocole 11 entre en vigueur. Instaure une cour unique, maintient l'existence de la cour comme organe unique. Il supprime la com^o des DH.

A. la CEDH

1) Composition et statut de ses mb

la cour est composée d'autant de juges qu'il y a d'E à la conv^o, sont élus pour 6 ans renouvelables par l'A sur une liste de 3 noms qui est présentée par les E. les juges doivent être réputés pour leur moralité, pour leur compétC, indépendance des fonctions. Ne peuvent pas être révoqués, ne peuvent être destitués que par leur pairs pour raison graves à la maj des 2/3. Le protocole 14 fait un constat : très fréquemment les juges sont renouvelés dans leur mandat, il serait plus logique pour assurer la pérennité de la composition de la cour d'augmenter la durée du mandat de 6 à 9 ans avec un mandat non renouvelable, renforcerait l'indépendance des juges.

2) les formations de la cour

la cour siège à 3 juges pour examiner une affaire, en chb (7 juges), en grande chb ayant pour obj de réunir 2 chb ou plus pour prendre un arrêt de ppe, l'AP qui n'a de fonctions qu'adm (lors de la prise en fonction d'un nv juge ou à la cessation d'un des leurs).

Comité de 3 juges : sont constitués par les chb pour une durée déterminée, servent à filtrer les requêtes en examinant leur recevabilité. Si les 3 juges déclarent la requête irrecevable, ils estiment qu'un examen de fond n'est pas fondé. Si la requête est recevable, chb de 7 juges se compose avec le juge de l'E partie au litige.

Comité de 7 juges : président de la cour, P des chb et juges de l'E : compétente pour se prononcer sur des quest graves de la conv^o, sur son interprétation, contrariété de jrspc, peuvent être saisi dans les 3 mois qui suivent la décision rendue sur un arrêt. Se réunit en formation restreinte et examine la recevabilité de la saisine, proc d'appel. compétC consultative, peut être saisi par le CM pour donner son avis sur des quest sensibles sur l'interprétation de la conv^o, ne peut pas être une compétC ayant pour objet de se prononcer sur l'étendue de la protection d'un dt.

27.02.08

l'adaptation par le protocole 14 c'est donner la possibilité au sein du CE que la cour soit composée d'un juge unique.

Explosion de l'actvT de la cour a fait que le nb des décisions rendues au total par le CEDH a été importante.

Proposition : mettre des juges uniques pour examiner la recevabilité des requêtes pour déterminer les affaires qui méritent d'être approfondies.

Soucis d'indépendance du juge qui siègera : le juge ne pourra pas être le ressortissant de l'E qui sera investi dans le litige. La compétC sera sur les seules requêtes individuelles qui sont formées par les pers privées. Le juge pourra les déclarer irrecevable ou bien il pourra prendre

une décision d'irrecevabilité si l'affaire est particulièrement claire, cette décisions d'irrecevabilité ne sera pas susceptible d'appel.

Introduction d'un filtre qui existait avant l'adaptation du système de contrôle de la cour.

Comité de 3 juges qui examinent une affaire : pourront dans une mm décision déclarer une requête individuelle recevable et statuer tout de suite.

3) la procédure dvt la CEDH

la CEDH est une J° inter, respectant une proc contradictoire mêlant une phase écrite supposant le dépôt d'un mémoire par les parties, et une phase orale se déroulant durant les audiences.

La cour est compétente pour demander aux parties tt renseignements pour argumenter ou illustrer les faits, et peut ordonner tt mesures d'instruction pour établir les faits constitutifs de la violation de la conv°. La cour a la faculté de demander aux parties, notamment à l'E, d'adopter des mesures provisoires. L'attitude récalcitrante de l'E est une violation de la conv° ou cour.

La CEDH permet de faire cesser l'exécution de certaines décisions privatives de liberT ou violation des DH.

Les décisions prises au sein de la cour, sauf au sein des comités des 3 juges, sont prises à la maj des mb qui la composent.

B. La saisine de la CEDH

La CEDH fait porter son contrôle du respect de la conv° sur une plainte. Contrôle sur plainte : la CEDH peut être saisie par tout E partie à la conv° ou par tt individu qui invoque une violation de la conv°. On distingue le recours d'un E et le recours individuel.

1) Recours d'un E

Tout E partie à la conv° peut saisir la cour d'une violation des dispositions de la conv° ou de l'un des protocoles par un autre E. plainte d'un E contre un autre E. recours qui a un caractère obj ; l'E qui est présumé fautif d'avoir violé la conv° n'a pas à acquiescer pour faire l'objet du recours.

L'individu concerné par la plainte n'a pas à être de la mm nationalité de l'E qui dépose la plainte. L'E demandeur n'a pas à prouver qu'il a un intérêt à agir.

Tout E partie peut saisir la cour pour faire respecter la conv°, l'ordre pq euro s'il lui apparaît qu'un autre E viole la conv°.

Arrêt 18 jan 78, Irlande contre RU, CEDH : 1^{ère} fois que la cour a condamné le RU pour torture et traitements inhumains dégradants.

Arrêt 10 mai 01, Chypre contre Turquie, CEDH : Chypre invoquait certains cas de torture et de traitements inhumains dégradants : Turquie condamnée.

Peu d'arrêts, car la voie diplo est privilégiée avec le réglemT à l'amiable organisé par la conv°.

2) Le recours individuel

Le juge 1^{er} de l'application de la conv° : juge interne qui doit faire respecter les termes de la conv°, donc le recours à la CEDH n'est que 2nd et supplétif.

Arrêt 7 dec 76, Handyside, CEDH

requête individuelle ouverte à toute pers privée, ONG, partis pol, gpe de pers privée, pers morale de dt privé, proc dvt CEDH. Proc ouverte et n'a de sens que si toutes les voies de recours en dt interne sont épuisées. Le simple fait qu'un E ratifie la conv° emporte acceptation du recours individuel.

L'individu doit avoir un intérêt à agir, cad être victime des dts garantis dans la conv°. A l'appui de son recours, il doit indiquer la mesure ou l'action qui a violé son dt et qu'il a été personnellement lésé.

C. La fonction juridictionnelle de la CEDH

1) Examen de la recevabilité de la requête

Il appartient à la cour de traiter de cette recevabilité (aux chb et au comité de 3 juges qui tranche).

Cette décision d'irrecevabilité est définitive à moins d'éléments nvx, cette phase de l'examen d'irre met fin à plus de 90% des requêtes. La cour examine si elle est compétente, la qualité des parties, l'objet de la requête, date des faits et le lieu de la commission des faits.

Cette requête doit être faite contre un E partie à la conv°, la requête doit s'appuyer sur la violation des dispositions de la conv° : ne sont pas recevables les requêtes qui concernent la violation de dts qui ne sont pas protégés par la conv° (dt éco et sociaux). Quand l'E signe la conv°, il peut assortir sa signature de réserves qui concernent une partie du texte. L'E doit motiver les raisons de sa réserve.

Les cond° de recevabilité sont évoquées dans la conv° :

- le requérant individuel ne peut saisir la CEDH qu'après épuiser les voies de recours interne. Il appartient déjà aux E de protéger les dt de l'H.
- la cour doit être saisie dans les 6 mois à partir de la date de la dernière décision portant sur l'acte constitutif de la violation (décision d'un juge après épuisement des recours, d'une autorT).
- La requête ne doit pas être anonyme : est exclu une requête identique à une mm requête présentée par la mm pers. Une requête qui fait l'objet d'une saisine par une autre J° inter est impossible.

2) Le règlement à l'amiable

Proc qui suit l'examen de la recevabilité de la requête.

Si requête est déclarée irrecevable, la cour va continuer son examen contradictoire. La cour se met à la disposition des parties pour parvenir à un réglemR à l'amiable de l'affaire.

Proc confidentielle. Le réglemT amiable se termine le plus svt par le versement d'une somme d'argent, par le retrait de l'acte incriminé, par une mesure de grâce.

Proc à laquelle le protocole 14 fait référence en favorisant les réglemR amiables.

Toutes les affaires répétitives qui n'emportent pas modif° du dt interne doivent être le plus possible traitées à l'amiable. Les décisions prises à l'issu du réglemR à l'amiable seront transmises au comité des ministres qui sera chargé de surveiller leur exécution.

28.02.08

3) L'examen au fond de la requête

Hyp où le réglemT amiable n'a porté ses fruits, la cour va examiner le fond du recours. Elle va, à l'issu de cet examen, prendre un arrêt motivé qui décide si les faits constituent une violation de la conv° ou non. La cour statue sur le cas d'espèce « in concreto », ne dispose pas de pvr d'injonction à l'égard de l'E qui est le défendeur à l'action. N'a pas le pvr de faire annuler la décision qui constitue une violation, ne peut pas casser une décision J°lle interne qui constituerait une violation de la conv°. Son arrêt constate la violation de la conv°.

Si violation de la conv° et que la cour le constate, et si l'E ne peut pas effacer les csq dû à cette violation, la cour peut être amenée à prononcer une réparation pécuniaire en faveur de la pers victime → satisfaction équitable, l'E verse donc une indemnité à la victime.

4) Les recours contre les arrêts de la cour

Protocole 11 prévoit que les affaires jugées par les chb peuvent faire l'objet d'un réexamen par la gde chb.

Dans un délai de 3 mois, toute partie au litige (demandeur ou E défendeur) peut demander le renvoi de l'affaire à la gde chb, dans l'hyp où l'affaire comporte un pb d'interprétation ou si l'affaire peut être source d'une contradiction de jrspc.

La recevabilité de cette requête est examinée, et est conditionnée par les 2 cond° qui peuvent ouvrir droit à une demande de réexamen dvt la gde chb.

A l'issu de ces 3 mois, l'arrêt devient définitif si les parties n'ont rien fait, ou si la chb déclare la requête irrecevable. L'arrêt définitif doit faire l'objet d'une exécution par les parties donc par l'E défendeur. Il ne peut plus faire l'objet d'un recours, sauf hyp d'un fait nv (recours en révision), sauf pour qu'il soit fait une demande d'interprétation de l'arrêt (recours en interprétation).

D. Exécution de l'arrêt

L'arrêt est obligR pour l'E qui doit en assurer l'exécution. Il doit prendre toutes les mesures pour faire cesser la violation (retrait de l'acte qui viole, réforme de l'ordre interne). C'est le comité des ministres qui surveille l'exécution de l'arrêt.

Les E sont souvent obligés de réformer leur dt interne.

§3. Les conséquences sur et dans les E parties à la conv° EDH issu de la jrspc de la CEDH

la contribution jrspc de la CEDH est essentiel au sein des E parties. Elle contribue à l'évolution de la doctrine jq sur des notions fondas.

La cour contribue par sa jrspc à la modif° du dt interne.

La loi qui a été promulguée en France le 10 juill 91 sur les écoutes téléphoniques est l'immédiate csq d'un arrêt de la CEDH du 24 avril 90 qui avait condamné la France, en matière d'écoutes téléphoniques. Violation de l'art 8 avec les écoutes téléphoniques. La cour a été amenée à créer une com° en son sein, chargée de réexaminer les décisions pénales, consécutifs au prononcé d'un arrêt de la CEDH.

4 critères condamnant les E pour violation de l'indépendance des juges :

- mode de désignation des mb
- durée du mandat
- les garanties contre toutes pression
- l'apparence d'indépendance

Partie 2 : La communauté européenne – union européenne : une organisation d'intégration

Une europe qui agit à la place des E dans des domaines de compétC de plus en large, de plus en plus vaste. Les E ont consenti à cet état de fait, s'intègrent dans un système plus gd qu'eux.

Chap 1 : L'historique de la construction communautaire

Section 1 : De 1951 à 1992 : les communautés européennes

Compétence se traduit en fait et en droit par l'augmentation des pvrs de décision des E mais aussi des peuples par le biais du parlement euro.

§1. La création des communautés

A. Le traité de paris du 18 avril 1951

traité de paris du 18 avril 51 : créé la CECA entre 6 E : France, All, Italie, Belgique, Hollande, Lux.

Schumann confronté à la nécessité d'intégrer ou de réintégrer l'all parmi les alliés de la France dans un bloc opposé à l'URSS et ses satellites. Il propose la création d'une communauté org° inter : CECA.

Les E sont cohérents avec eux mm.

Le RU qui est favorable au projet au départ, se retire de la CECA.

6 E signataires : traité de type fédéraliste : mise en commun de la gestion du charbon et de l'acier, leur compétC dans cette gestion sont transférés à une haute autorT commune qui va agir à leur place. Cette autorT va détenir leur compétC.

Un projet pol a été envisagé, mais jamais créé.

L'existence de la CECA a cessé en 02.

B. Traité de Rome du 25 mars 1957

Crée la CEE et la CEA (communauté euro atomique).

Suivent l'échec de la communauté euro de défense car pas ratifié par la France.

Traité de Rome avec 6 E, les mm que le traité de paris.

Recul dans les dispositions du traité sur la nature des 2 commuT créées.

CECA : org° supranationale

CEE et CEA : commuT sectorielle sans volonté fédéraliste. Qui fonctionnent selon une org° identique, sont constituées de manière autour de 4 éléments :

- la com° : haute autorT : organe supranationale de cqe commuT
- conseil des ministres : organe intergouvernemental, représentatif des intérêts des E
- assemblée : parlementaire, devient de le P euro, représente les peuples
- cour de justice : cour de justice des commuT euro jusqu'en 92 : juge d'attribution.

§2. Les institutions et les étapes de leur évolution de 51 à 86

A. Traité de fusion du 8 avril 1965

En 65, pour plus de commodité, par le traité de fusion : fusion des exécutifs, des institutions entre les 3 commuT qui vont être uniques aux 3 commuT.

B. Compromis de Luxembourg, 29 jan 1966

2 institutions décideuses avec pvr normatifs : com° (organe supranationale) et le conseil (organe intergouvernemental). Ces 2 institutions produisent du dt, agissent à la place des E dans les domaines de compétC transférées.

Le CM représentatif des intérêts des E fonctionne selon une pratique pour l'adoption de ses décisions normatives selon un mode de vote à l'unanimité.

Org° d'intégration : but que les E recourent de plus en plus à un système de vote à la majorité. Qu'ils fassent accepter aux minorités des décisions à la maj.

Compromis de Lux : opposition entre la volonté des E de préserver leur souveraineté et leur volonté de s'intégrer dans un système plus grand avec la traduction de cette intégration dans l'adoption d'actes communs à la maj des mb de l'org°.

12.03.08

Accord qui résout la crise de la chaise vide. Compromis prévoit que lorsqu'un acte devra, dans le respect des traités, être pris par le CM à la maj qualifiée, et qu'un ou pls E invoqueront un intérêt important, les mb du CM pour ménager cet intérêt devront essayer de trouver des solu° jusqu'à ce qu'ils soient parvenu à un accord unanime.

Le compromis vide de son sens les traités de Rome et de Paris, car les intérêts vitaux vont être évoqués pour toute quest. La règle du vote à l'unanimité qui aurait du cesser de s'appliquer en 1966, devient le ppe de vote au sein du CM de 1966 à 1986.

C. La création du conseil européen

Conseil euro : héritier des réunions au sommet entre les chefs d'E et de Gt qui se sont tenues dps le début des 60's. Sommets institutionnalisés en dec 1974 par la création du conseil euro.

D. L'élection des mb du P euro au suffrage universel direct

Ce P euro est élu au SUD dps 1957. Ce ppe sera mis en œuvre en sept 1976, donnera lieu aux 1ères élections en juin 79. Elections qui vont bouleverser la conception que l'on pouvait avoir jusque là de l'organe et des compétC. Mb vont représenter les peuples, les revendications du P euro, quant à l'augmentation de ses pvrs, va sans cesse être réaffirmées.

§3. L'acte unique européen 17-28 février 1986

Jacques Delors, Pt de la com° de Bruxelles, qui émet la propos° d'achever le marché unique avant le 31 dec 92. pour réaliser cet obj, il propose l'adoption de 300 directives pour pvr harmoniser les législations et mettre en place ce marché, propose des réformes institutionnelles pour aller dans le sens d'un marché intérieur cohérent et de commuT répondant à cet obj.

Ces réformes institutionnelles vont être transcrites dans ce T : acte unique euro, signé les 17-28 fev 86, qui entrera le 1^{er} juill 87.

Acte unique : T qui révisé les T antérieurs originaux.

A. L'achèvement du marché intérieur

Marché intérieur : espace sans frontières dans lesquels sont réalisés les 4 liberT :

- liberté de circulation des marchandises, S, capitaux, des pers.

Marché réalisé au moyen de directives commuR pour le 31 dec 92.

Directives commuR : actes commuR émanant de la com° et du CM, qui harmonisent la législation des E. sont prises à la maj qualifiée.

B. L'acte unique étend les compétences de la communauté

Domaines de compétences étendus.

Apparition d'une coopération économique et monétaire entre les États membres.

C. Des institutions qui se réforment

Se réforment pour mieux réaliser et faire fonctionner ce grand espace intérieur.

Acte unique abroge le compromis de Luxembourg, car prévoit que dans des matières les États membres du Conseil des ministres décideront à la majorité qualifiée.

D. Réforme juridique

Consécration de l'acte unique dans un Traité.

Le Parlement européen se voit confier une compétence nouvelle : donner un avis conforme (donc droit de veto) à l'adhésion d'un nouvel État dans la communauté.

E. Création d'un Tribunal de 1^{ère} instance

Tribunal placé à côté de la Cour européenne des droits de l'homme pour désengorger son rôle.

Volonté d'avancer en faisant fonctionner l'espace intérieur dans les meilleures conditions.

Section 2. De 1992 à nos jours : L'union européenne et la communauté européenne

Traité fondé : Traité de Maastricht du 7 février 1992, marque le tournant de l'histoire de la communauté européenne.

Ce Traité transforme les communautés (CEE, CECA, Euratom) en une seule communauté européenne, crée l'union européenne.

§1. Le traité de Maastricht, 7 février 1992

A. Causes et raisons qui président à sa création.

En 1992, l'Europe communautaire est confrontée à une alternative. Face à la chute du mur et à la possible candidature des pays d'Europe centrale, l'Europe a le choix entre :

- les intégrer, tout de suite : élargir sa base géographique
- accentuer le processus d'intégration des États membres qui sont déjà inclus dans la communauté, en n'intégrant pas de nouveaux États membres. Créer une communauté encore plus soudée, avec plus de compétences, prise de décision plus intégrée.

L'Europe va préférer la deuxième solution. Une conférence intergouvernementale est réunie en décembre 1990 à Rome.

L'objectif : relancer la construction européenne qui doit s'accompagner d'une réforme des institutions qui va combler le déficit démocratique.

Traité de Maastricht est entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993, apporte des modifications notables.

B. Les ppal modif[°] issues du T

Le T réforme en profondeur les commuT, crée la CE. Une partie des dispos[°] s'appellent T portant création de l'UE.

Création de l'UE : assoc[°] d'E qui n'a aucune persT morale, pas une OI. A réalité jq car repose sur 3 éléments :

- Élément institutionnel et organique : CE. L'UE se sert de la CE et de ses institutions.
- Élément PESC : pol étrangère et de sécuT commune.
- Élément de la justice et des affaires intérieures (JAI).

PESC et JAI : pol de coop[°] entre les E, dans lesquelles les E coopèrent à égalité selon le ppe d'adoption des normes à l'unanimité dans le respect des souverainetés.

T va s'appliquer à tous les E sauf RU et Danemark. RU qui exclut l'application à son profit de l'union monétaire et de la pol sociale. Danemark qui ne participe pas à l'union monétaire, ne s'intègre pas à l'UE pour l'attribution de la citoyenneté euro à ses ressortissants.

Processus de révision à leur profit.

2 éléments :

- le citoyenneté euro prévue par l'appartenance à un E du l'UE
- ppe de subsidiarité : ppe qui va gouverner les relations entre les E et la commuT selon leur compétC.

→ Augmentation des compétC des institutions.

→ Mise en place de l'union éco et monétaire avec monnaie unique et BCE.

→ Attributions commuR vont faire l'objet d'augmentation surtout pour le P.

- approuver la désignation des mb de la com[°]
- associer à la prise de décision par les autres institutions commuR. Associer au processus législatif.
- Le conseil qui prenait les décisions à l'unanimité et maj qualifiée, a ses domaines multipliés. Volonté de faire progresser l'intégration.

§2. Le traité d'Amsterdam, 2 oct 1997

projet de T signé le 2 oct 97. va être une révision de T de Maastricht. T d'Amsterdam rentre en vigueur le 1^{er} mai 99.

Pls vocations :

- Simplifier le T de Maastricht en renumérotant les art du T de Maas. Sont supprimés toutes les dispositions inutiles.
- Modifier les dispositions communes à la commuT et à l'union.
- Affirmation de l'E de droit, des liberT fondas. Corps de ppe doit être respecté par tout candidats à l'entrée dans l'UE.

Nulle procédure : prévoit que le conseil euro statuant à l'unanimité après avoir demandé l'avis conforme du P, peut constater l'existence d'une viol^o grave et persistante des dts et liberT dans un E mb.

Csq sur la commuT euro qui constitue le système institutionnel unique sur lequel fonctionne l'union.

Le CE en matière de PESC pourra décider de ppes d'action en communs, de stratégies communes et d'actions communes.

Inciter le rapprochement des dts pénal des E. voie d'intégration.

§3. Le traité de Nice, 26 fev 2001

T qui révisé les T commuR.

But : adapter les institutions commuR au gd défis de l'intégration des nvx mb qui sont les 12 E qui étaient candidats à l'entrée.

Comment faire fonctionner cette europe avec 27 E ? le projet de T n'a pas répondu à ces attentes.

Entré en vigueur le 1^{er} fev 03.

- tient compte de l'élargissement de la commuT à 12 candidats,
- réforme le système commuR.

Conf intergouv en dec 00 à Nice qui a mis un terme à la rédaction du projet de T.

Signature du T le 26 fev 01.

Adapte le syst euro à cqe adhésion des nvx E dans la commuT.

A. Grands ppes évoqués : conseil des ministres

Le T de Nice augmente le nb des matières qui requiert un vote à la maj qualifiée.

Pour toutes les quest sensibles, comme celles qui sont liées à la pol des visas, à la pol des asiles, pol fiscales, le passage à la maj qualifiée est différé.

Syst de pondération des voies entre les E mb.

13.03.08

coop^o renforcée : T prévoit qu'il est possible que les E entre eux mettent en place une coop^o renforcée. Renforcer l'action en commun des E avec une prise de décision. Certaines décisions peuvent être prises à la maj qualifiée.

Dts fondas et valeurs démos sur lesquelles reposent la CE et l'UE.

Mécanisme de contrôle des éventuelles viol^o par un E. aboutit à ce que l'E fautif soit privé de son dt de vote. Le T de Nice ajoute un mécanisme préventif : la com^o peut saisir le conseil euro, qui après avoir obtenu l'avis conforme du P euro, va entendre l'E qui est censé porter atteinte aux dts et liberT. Il existe un risque clair de la viol^o des dt de l'H, faire des recommandations à l'E pour qu'il prenne des mesures pour ne pas être sanctionné.

Le T a un lien étroit avec la charte des dts fondas de l'UE.

La charte inclue dans ses dispos° des dts et liberT qui n'étaient pas encore révélés lors de la rédaction de la CESDH. La charte a tenté de faire la synthèse des dts et liberT.

Le T de Nice a une annexe : déclaration faite par les E sur l'avenir de l'union. Réflexion faite par les E sur la nécessité d'aménager une répartition nvlle entre les compétC de l'E et celles de l'union. Réflexion sur le rôle des P nationaux.

Débat sur l'avenir de l'union. Conv° sur l'avenir de l'UE.

§4. Le traité établissant une constit pour l'Europe

en juin 04, 25 chefs d'E et Gt se sont réunis, ont adopté ce projet de T fruit des travaux sur la conv° pour l'avenir de l'Europe. Ce T nécessitait la signature des 25 mb de l'UE, délai avant le 1^{er} nov 06.

La maj des E ont choisit la voie parlemR. 10 E qui ont choisit la voie du référendum. 1 seul non suffisait à bloquer le syst. L'entrée en vigueur dépendait de ce consensus euro. Mais la France et les pays bas ont dit non : T bloqué et inapplicable → pas ratifié.

Répondre à l'élargissement et faire de l'UE une org° efficace.

L'UE acquiert la persT morale. La commuT euro, sur laquelle reposait l'union

Ce T prévoyait un ministre des affaires étrangères qui aurait conduit la pol étrangère et de sécuT commune.

La constit prévoyait en ce qui concerne la com° euro : jusqu'en 2014 cqe E soit représenté par un commiR qui tournerait. Il y aurait une mutation au sein du CM. Le CM devait se mettre à adopter les textes selon un syst de coalition entre E. la règle d'adoption.

Le P devenait un vrai législateur avec une compétC adm conjointe avec le CM.

Tout projet de réformes par le biais d'un instrument unique qui viendrait modifier en améliorant le syst commuR est bloqué du fait de la non ratification.

§5. Le traité de Lisbonne, 13 dec 2007

Ratifié par la France le 14 fev 08.

Ce projet de T simplifié qui modifie le syst.

Est le fruit de négoc° qui se sont déroulées au sein d'une conf intergouv à laquelle ont participé la com° de Bruxelles et le P euro.

Traité entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié par les 27 E mb au plus tard le 1^{er} janvier 2009. Idée que le T entre en vigueur avant les prochaines élections du P euro qui auront lieu en juin 09.

T met en place des institutions adaptées aux difficultés. Mais ne change pas fondamentalement l'architecture de l'UE, il veut juste plus d'efficacité.

L'UE reste fondée sur

- la com°
- le CM
- le P euro

T ajoute de nvlles institutions :

- le conseil euro
- le cour de justice de l'UE (CJUE)
- BCE
- Cour des comptes.

- **Le P** est tjr l'institution représentative des citoyens, ses pvr législatifs sont renforcés dans le T de Bruxelles, en matière budgR, d'avis conforme qu'il donne sur la ccl des T inter.

Répartition des mb : ppe de proportionnalité dégressive : les députés des pays le + peuplés représenteront un plus gd de citoyens → bcp de représentants des E les + peuplés, mais réévaluation des plus petits E. un E ne pourra avoir pas – de 6 représentants, max 96.

- **Le conseil euro** : devient une institution euro. Le Pt du conseil devient une figure nvlle dans le T, persT qui va être élue par les autres chefs d'E et Gt pour 2 ans ½ pour assurer la préparation des travaux euro, pour rechercher un consensus entre les E, pour représenter les autres E au sein de l'union et à l'extérieur.

- **CM** composé de représentants des E, a tjr le mm rôle. Partage le pvr normatif avec le P. le processus de décisions change, l'adoption des décisions se fait à la maj qualifiée. Est prévu à partir de 2014, il y aura un vote à la double maj des E (de coalition 55% des E représentants 65% de la pop pour adopter un texte de L'UE). Donner une légitimité nvlle aux actes créés par la commuT, dégager une minorité de blocage.

- **la com°** : renouvelée dans ses fonctions 1^{ère} : chargée de la promotion de l'intérêt gal euro. A partir de 2014, le nb des commiR sera égal à pas plus de 2/3 des autres.

- **CEDH** voit sa compéC augmenter en matière de coop° pénale et policière.

- création du **haut représentant de l'union pour les affaires étrangères et la pol de sécuT**. Est aussi vice Pt de la com°. A pour objet d'assurer une cohérence dans la représentation extérieure de l'UE. Il va être le mandaR du conseil euro pour la pol étrangère et la sécuT commune, réunion des chefs d'E pour coopérer. Chargé des relations extérieures et pol de défense commune de l'UE. Représente les E dans le cadre de la discussion, représente l'union sur la scène inter, va être assister d'un S euro pour l'action ext (composé de fonctionnaire de la com° euro, du CM et de diplomates des E).

- **P nationaux** : le T de Lisbonne reconnaît le rôle majeur des P nationaux, en renforcer leur rôle en leur permettant d'être mieux informés, contrôler le ppe de subsidiarité, associer à la proc de révision des T.

- l'UE devient une OI avec la persT morale, devient sujet de DI. Ses compéC sont clairement précisées.

- Clause de retrait de l'UE pour les E.
- nvT : l'UE est une OI.

Chap 2 : La spécificité de la communauté européenne et UE en 2008

CE et UE sont créés par T inter. Leurs fondements sont et découlent de T inter. La CE a un caractère spé auquel l'UE s'associe. L'Europe a une identité propre, persT propre, représente une identité que d'autres OI n'ont pas.

Org^o régionale ouverte, dont les compétC sont spé, constitue toutes les carac propres à cette org^o.

Section 1 : Les caractéristiques de la CE et de l'UE

§1. Une organisation issue d'un traité inter

les 3 commuT sectorielles découlent des T de Paris et des T de Rome, T ont été élaboré dans le respect des règles de DI pq. Ces commuT sont le fruit de la volonté des E. pas de volonté de constituer une fédération.

L'UE n'a pas la persT morale. Mais en tant que réunion d'E, elle est le fruit d'un T inter.

A. Quelles sont les règles applicables pour la naissance de cette commuT

Règles de DI s'appliquent. CE existe car le T qu'il l'a créée a été ratifiée dans les règles constit de cqe E parties.

La CE peut faire l'objet de ratification par la révision des T initiaux qui se fait dans le respect des T. cqe T prévoit son mode de révision. Le T de Maastricht prévoit la proc selon laquelle les futurs T modifieront les autres T.

19.03.08

B. Proc de modif^o

La commission est à l'origine de la procédure de proposition de révision.

Le président du conseil des ministres convoque une conférence des représentants des états qui vont adopter les dispositions à l'unanimité.

La proc de révision laisse la compétC prioritaire aux états. Le conseil des ministres tranche à l'unanimité. C'est une proc qui respecte la souveraineté des Etats. Ça permet de se soumettre aux règles auxquelles ils ont librement consenti.

La procédure de révision des traités est simplifiée : elle ne fait intervenir que le conseil.

Qd le traité de Lisbonne entrera en V, au début de l'année 2009, l'UE acquerra la personne morale et deviendra une organisation internationale.

§2. Les caractères particuliers que revêt la communauté euro

La CE n'est pas une org^o intergouv. Les ppes de fonctionnement de la commuT et donc de l'union ne permettent pas d'assimiler la CE à une org^o intergouv comme les autres.

Cette commuT est une org° à voc° spé. La persT morale permet de définir des domaines de compétC.

Une OI avec une spé propre que la cour de justice a affirmé.

Le traité CEE constitue plus qu'un accord qui ne créerait que des oblig° mutuelles entre les E contractants. Le T a d'autres sujets de dt que les E eux mm. Le T a pour sujet de dt les ressortissants des E mb. Le dt commuR a voc° à s'appliquer en dt interne en raison de sa qualité.

Le dt commuR s'appliquer aux E et aux pers privées ressortissantes de ces E.

Avis du 14 dec 91, CJCE : la cour considère que le T CEE de Rome bientôt conclu sous la forme d'un T inter n'en constitue pas moins la charte constitutionnelle d'une commuT de dt.

La CJCE quand elle décide de ce qu'est la vraie nature des T commuR et de l'org° qu'ils font, elle ne change pas la nature des T, mais elle relève qu'ils servent à la création de qqch de diff.

Section 2 : Autre spécificité de la CE et de l'UE

§1. L'adhésion aux commuT

Org° ouverte à l'entrée de tout E candidat pour peu qu'il réponde aux cond° d'adhésion. Il est encore possible que l'UE s'étende.

A. Fondement jq : le processus d'adhésion

Le T de Nice qui constitue la base jq de toutes adhésions. L'E qui désire accéder à la qualité d'E candidat doit respecter les ppes qui sont contenus dans l'art 6 du T de Maastricht modifié, ppes sur lesquels l'union est fondée :

- Ppe de liberté
- Ppe de démocratie
- Ppe de respect des DH et des liberT fondas
- Ppe d'E de dt

Dès lors que ces cond° préalables de demande d'adhésion sont réunies, tout E appartenant au continent euro doit répondre à certains critères.

L'E qui désire rentrer doit être une démo. Il faut que cette démo comporte une éco de marché qui va permettre à l'E candidat d'affronter la pression de la Ccrce. Les E candidats doivent créer les cond° de leur intégration en apportant les adaptations nécessaires à son dt, éco, à ses structures.

B. Processus d'adhésion

- Toute demande d'adhésion doit faire l'objet d'un avis de la com° sur les éventuelles difficultés qui peuvent être rencontrées par l'E.
- Le CM se prononce sur cette adhésion. La décision d'ouvrir des négoc° avec l'E candidat est prise par le CM à l'unanimité après l'avis conforme du P euro qui doit être acquis à la maj absolue des mb du P. le P, en devant délivrer un avis sur la candidature de l'E, dispose en fait d'un dt de veto.

Le T est le fruit d'un accord entre les E mb et cqe candidat. Il doit être ratifié par tous les E mb de l'union et par l'E demandeur. Phase de ratification.

Ce T contient des clauses comme un acte jq normal, mais permet d'intégrer progressivement l'E candidat à l'UE, clause de modif^o des institutions. Il peut être prévu des clauses transitoires.

§2. Les élargissements successifs de la commuT

1^{er} élargissement : 1973, entrée de l'Angl, de l'Irlande et du Danemark. Elargissement permet l'intégration de l'Angl. l'Angl et le Danemark ont demandé des dérogations à l'application du T de Maastricht.

2^{ème} élargissement : 1^{er} janvier 81, entrée de la Grèce.

3^{ème} élargissement : 1986, entrée de l'Espagne et du Portugal.

4^{ème} élargissement : 1995, entrée de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande.

Création d'un espace éco euro

En 90, réunification de l'All. Intégrer le terri du l'ancienne RDA dans la CEE.

Etape de pré adhésion. Les négociations avec les 10 pays candidats se sont soldées en 2002 par l'acceptation des T d'adhésion. Rentrent en 2004.

Entrée en 2007 : de la Bulgarie, et de la Roumanie.

La Turquie veut entrer dans l'UE dps 99, mais :

- Pb géopolitique
- Pb du respect des ppes de l'UE.

§3. Le retrait ou la sortie de l'union

Les dispositions des T ne prévoient la sortie ou le retrait de l'union pour les E. si dans les T, il n'y a pas de dispositions de retrait, les T permettent une intégration progressive des E dans le système et définitive. La conv^o de Vienne de 1969, prévoit des règles générales applicables à tous les T : si dans un T rien n'est dit sur le retrait de cet E, il faut examiner les travaux préparatoires qui ont permis sa signature pour pouvoir déceler la volonté des parties.

20.03.08

Le T de Lisbonne prévoit, contre toute attente, qu'un E puisse faire valoir un dt au retrait ; ce qui semble aller à l'inverse de la construction commuR, qui est une contru indéfectible. Le T de Lisbonne règle une quest qui est en suspend. Dans les faits, les menaces de retrait ont été assez nombreuses, notamment celle de l'Angl qui dès 1973 a fait valoir ses oppositions à la pol financière et à l'établissement d'un budget propre. Le T de Lisbonne fait cesser les querelles doctrinales.

La CE est encore une org^o inter. Sa durée de vie dépend de la volonté des E. il est impossible d'empêcher les E de manifester une volonté de se retirer.

Section 3 : Les principes gouvernant les compétences de la CE et de l'UE

Cette org^o euro qu'est l'UE est une pers morale qui est dotée de compétC initialement spé. Ce caractère très précis des compétC de la CECA, de la CEE, et de l'EURATOM a laissé bcp de place quant à l'actvT éco.

Dps 92 avec l'entrée en vigueur du T de Maastricht, la CE a élargit ses compétC.

§1. Les ppe de spécialité

A. Le principe

Art 5 al 1 du T de Maastricht modifié par Amsterdam et Nice, définit les compétC de l'UE. La commuT « agit dans les limites des compétC qui lui sont conférées et des objectifs qu'on lui a assignés ». Pour connaître les compétC de la CE, il faut faire la liste des compétC que les E lui ont conférées.

Ppe général de spé qui n'exclut pas tout interprétation qui ne peut être que le fait de la CJCE. La CJCE est le seul organe qui détient le pvr d'interpréter les T commuR. Le ppe de spé à pour voc^o de protéger les compétC des E, et des compétC de la commuT. Le recours pour annulation qui est ouvert dvt la CJCE ressemble bcp au REP.

Les E ne peuvent pas agir dans les cas où ils ont transférer des compétC hors du cadre des institutions commuR. Si l'E empiète sur les compétC commuR, il peut être sanctionné. L'E peut faire l'objet d'un autre recours s'il empiète sur les compétC commuR : recours en manquement, ouvert dvt la CJCE qui a pour objet de faire constater la viol^o par un E de ses oblig^o ; il peut être accompagné d'un autre recours en responsT (mettre en jeu la responsT de l'E) dvt le juge interne ou dvt la CJCE.

La CJCE a des compétC d'attributions qui sont limitativement énumérées. Le juge commuR de DC est le juge interne.

B. L'organisation entre le ppe de spé et les compétC de l'E

3 types de compétC :

1) compétC partagées ou concurrentes

Sont exercées en commun entre la commuT et les E. Les E laissent subsister leur compétC nationales qui va s'exercer dans la primauté du droit commuR. L'attribution de compétC de l'E à la commuT ne fait pas disparaître la compétC étatique, ils en modifient l'exercice. Les E n'ont plus de domaines autonomes, ne vont plus pvr édicter de norme de manière autonome. L'édiction de normes doit se faire dans le respect du dt commuR. Si un E transfère une compétC à la commuT qui n'agit pas, l'E ne peut pas récupérer cette compétC. L'E doit exercer sa compétC partagée conformément au dt commuR.

Lors de la mise en place du marché intérieur, la CE utilisait les directives commuR : actes qui contraignent l'E, qui en est le destinataire, a une oblig^o de résultat qui lui laisse une liberT de moyens.

Le dt dérivé concerne des domaines de plus en plus nbx, ce qui fait l'objet d'un transfert de compétC. A chaque fois que la commuT agit dans le cadre de ses compétC partagée, elle doit agir de manière justifiée, et donc dans ce cas cette action se fait sous le contrôle de la CJCE.

2) CompétC exclusives

CompétC totalement transférées : pol communes.

L'E a perdu toutes ses compétC et ne peut plus adopter d'actes dans ces domaines. Le seul moyen pour lui d'intervenir encore dans ces domaines c'est si la com° procède à son profit une délégation expresse.

3) CompétC réservées ou retenues

CompétC réservées par l'E, qui n'ont pas fait l'objet d'un transfert.

C. Les limites au ppe de spé

Les commuT euro : avant 92 et le T de Maastricht.

La commuT euro : après 92, crée par le T de Maastricht. Org° inter. Sujet de dt inter pq. Capacité jq, persT jq, patrimoine, budget, autonomie d'action.

L'UE : pas pers morale. Créée par le T de Maastricht en tant qu'une idée de regroupement d'E qui se sont appuyés sur des ppes communs avec une éco de marché. L'union s'appuie sur 3 éléments :

- commuT euro : org° inter, compétC.
- Coop°
- Justice pénale

L'idée est que l'union acquiert la persT morale avec le T de Lisbonne afin que l'UE devienne une org° inter.

Ppe de spé n'implique pas que les compétC de la commuT soient conçues de manières restrictives. La CJCE interprète ce ppe de manière extensive.

- **Théorie des compétC subsidiaires** : art 308 du T de Maastricht : clause générale de compétC en faveur de la commuT si une action de la commuT apparaît nécessaire pour réaliser un obj de la com°. Cet art élargit les compétC commuR aux domaines comme le tourisme ou l'environnement.
- **Théorie des compétC implicites** : interprétation globale et finaliste des T, interprétation téléologique. Permet à la CJCE d'examiner les dispositions du T en regardant l'éco générale du T.

§2. Ppe de subsidiarité

Ppe de subsidiarité née avec l'art 5 al 2 du T de Maastricht. Ppe qui consacre l'action subsidiaire de la commuT par rapport à celle des E. dans les domaines qui relèvent des

compétC partagées, la commuT intervient avec le ppe de subsidiarité que si les obj de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les E.

Quand l'action mérite attention par ses effets, les E doivent agir, mais s'ils n'agissent pas la commuT les suppléera.

Le conseil et le P ont pls fois rédigés ensemble des accords interinstitutionnels pour dire qu'ils seraient vigilant concernant le ppe de subsidiarité.

26.03.08

T de Lisbonne : va pvr donner un guide de lecture.

Sont mises en avant les compétC exclusives : celles dans lesquelles l'UE a le seul pvr de légiférer, les domaines qui font l'objet d'une telle compétC : union douanière, pol com commune, domaine de la Ccrce.

- Action d'appui, de coordination ou de complément : domaines dans lesquelles le T prévoit que l'union doit soutenir l'action des E. soutien financier. Education, culture, l'industrie.
- compétC partagée entre l'union et les E : touchent toutes les autres actvT de l'UE. compétC dans lesquelles l'union et les E partagent l'exercice de la compétC dans le respect du T. l'E n'abandonne pas sa compétC, il l'a fait exercer par qqln d'autre. Cqe E peut agir dans le cadre de la compétC qu'il a transféré et dans le respect des actes commuR que les institutions commuR vont produire.

La CE répond à une spé qui lui est propre : org° inter avec compétC spé.

Chapitre 3 : Le système institutionnel communautaire

Syst institutionnel commuR conçu en 51 et revisité par les T de Rome et Paris en 57.

Repose sur 4 institutions fondas :

- le CM : le Conseil de l'UE
- la com° euro
- le P euro
- la CJCE
- le conseil euro

L'UE dispose d'un cadre institutionnel unique. Institutions appartenant à la communauté européenne personne morale. Ces institutions communautaires ont à chaque fois une double casquette et deux sortes de compétence. Institutions aidant l'UE à fonctionner, on les utilise comme institutions pour la coopération en matière de politique étrangère et politique et justice pénale. Quelle est leur raison d'être et compétences dans le cadre de l'organisation E.

Traités de Paris, Rome (1957) et tous ceux qui les ont modifié par la suite qui organisent les institutions, les cond° d'exercice de leur compétence, étendue de leur compétence. Il y a un

organe à part, le conseil européen (il donne l'impulsion et oriente la politique générale de la communauté européenne)

Qu'est une institution communautaire ? Ce que les traités nous disent être une institution communautaire. Ce sont des organes au sens juridique. A part le conseil européen on a le conseil des ministres de l'UE, la commission, le parlement européen, la CJCE et maintenant, la cour des comptes.

A chaque institution correspond un intérêt différent. En dehors de ces 5 institutions, on a des organes créées par des institutions et qu'ils n'ont pas la qualité d'institution communautaire.

Section 1 : Le conseil européen

Il est né de la pratique des réunions à l'époque, 3 fois par an, des chefs d'Etat et de gouvernement et plus précisément du Général de Gaulle et du Chancelier Allemand. Ils ont gardé cette pratique qui s'étend aux autres Etats. C'est au sommet de Paris (**décembre 1974**) qu'il est décidé d'instituer des réunions périodiques du conseil européen deux fois par an entre les chefs d'Etat et le gouvernement dans le cadre de la CPE (coopération politique européenne). Ce conseil européen est institutionnalisé juridiquement dans l'acte unique européen (**1986-87**). Les fonctions du conseil européen sont ensuite précisées dans le traité de Maastricht de 1992.

§1 : Sa composition et son organisation

Le C€ réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres mais aussi le président de la commission. Ces membres sont assistés des ministres des affaires étrangères des Etats mb. Ces représentants des Etats se réunissent en principe 2 fois par an sous la présidence de l'Etat qui préside le conseil des ministres. Présidé deux fois par an par un président de même nationalité que celui présidant le conseil des ministres.

Les réunions du conseil sont préparées par le conseil des ministres, par la direction des affaires générales et des relations extérieures du CM. Elles se tiennent selon un ordre du jour établi par le CM et sous le contrôle des E, les séances qui se tiennent sont précédées par un échange avec le président du parlement européen. Cela donne une journée de W pour les chefs d'E et de Gt. Le ccl de ces travaux est un exposé des orientations pol que le C€ a mis en évidence, et de éventuelles décisions que le C€ suggère, propose des étapes de proc à suivre pour parvenir à la décision. Transparence des travaux du C€ qui se traduit dans les ccl qui résultent de cqe conseil.

§2 : Les attributions du conseil européen

Au niveau de l'UE, c'est **l'institution suprême**. Organe pol placé à la tête de l'UE et qui donne l'impulsion. Cela touche non seulement l'Union mais également la communauté. Cela veut dire que le conseil européen définit les orientations de pol gal de l'union, peut aborder toutes les questions d'intérêt commun, toutes les questions communautaires ainsi que toutes

les questions de coopération qui lui semble utiles. Le C   n'a pas de comp  t  C j   au niveau de la CE qui pourraient se traduire par un p  r normatif.

Rien ne lui est interdit mais a contrario, **il n'a pas expressément de compétence**. Le conseil européen ne bénéficie pas du pouvoir de prendre tel ou tel acte. Parfois, les traités lui attribuent des compétences spéciales. Organe politique dont le fonctionnement et la raison d'être sont plus liés à la politique de coopération qu'à la politique d'intégration.

Section 2 : Le conseil des ministres

Traité de fusion de 1965, conseil des ministres de l'UE depuis 1992, il représente l'intérêt des Etats, on dit de lui qu'il est l'organe intergouvernemental. Il représente les gouvernements des Etats membres, détient l'essentiel des pouvoirs décisionnels.

  1 : La composition du conseil des ministres de l'UE

C'est le traité de Maastricht qui précise que le conseil est formé par les représentants de chaque Etat membre au niveau ministériel habilités à engager le gouvernement de cet E. Cela veut dire que les ministres se trouvant en conseil doivent détenir des compétences au sein de l'Etat qu'ils représentent. Il arrive que soit pratiqué le vote sous réserve : un ministre prend part au vote en émettant une réserve, puis va demander au chef du G  t si l'E peut être engagé avec le vote.

La qualité du ministre siégeant au conseil dépend de l'ordre du jour. Le conseil siège en effet en différentes formations (agriculture, finance, relations extérieures) Il en existe 9. Chacune emporte la présence d'un ministre diff  rent. Le conseil des ministres est assisté par un secrétaire général qu'il pr  s  de, assure la coordination du travail du conseil à côté du président du conseil des ministres. Dans chaque formation, ministre, président, secrétaire général, mais figure également un représentant de la commission.

A ce niveau, il existe un organe : **COREPER (comité des représentants permanents)** C'est un organe permanent composé de représentants des Etats membres. Cela laisse entendre que ces représentants des Etats membres siègent tout le temps. C'est eux qui préparent le travail du conseil des ministres.

COREPER 1 : comp  t  nt pour des questions techniques

COREPER 2 : comp  t  nt pour des questions politiques

C'est un conseil des ministres « bis » En effet, il a des fonctions bien précises :

- Il prépare les travaux du conseil.
- Il reçoit les textes qui proviennent de la commission qui exerce l'initiative des textes communautaires.
- Il préfigure la réunion du CM.
- Il exerce avec le P le p  r budgétaire.

Le texte va faire l'objet d'un vote. 2 catégories de textes :

- Quest qui résultent du COROPERE, qui auront été adoptées. Quest transmises au CM qui vont faire l'objet d'une inscription à son ordre du jour sans débat (car aura eu lieu avant).
- Quest qui n'auront pas fait l'objet d'un accord. Quest transmises au CM qui feront l'objet d'un vote par le CM avec débat.

§2 : Les attributions du conseil des ministres

Nous sommes dans le cadre de politique de coopération intergouvernementale, c'est le conseil européen qui décide. Le rôle du conseil des ministres est d'être une instance de plus. Il faut donc voir les attributions **communautaires du conseil des ministres. Il exerce le pouvoir normatif, il est l'organe décisionnel principal depuis 1992 avec le parlement au sein de la communauté européenne.** Il détient donc l'organe de décision. Il a le pouvoir d'adopter la plupart des normes communautaires (parmi lesquelles figurent règlement et directive) On appelle cela le droit communautaire dérivé.

Compétences générales :

- Il donne à la commission des compétences d'exécution
- Il exerce également la coordination des politiques économiques des Etats
- Il conclue les accords internationaux
- Il exerce avec le parlement européen, le pouvoir budgétaire

Les procédures de vote au sein du conseil diffèrent selon les questions qui y sont traitées. On a vu une généralisation du système de l'unanimité à partir de **1966** après que la FR ait pratiqué la politique de la chaise vide. Jusqu'à **1987** mode de votation de principe est l'unanimité. Il a été abandonné.

A partir de l'acte unique européen, il y a eu une **réactivation du vote à la majorité qualifié.** Devient le système de votation habituel au sein du conseil.

Puis un troisième système, **majorité simple.**

Le mode de votation de principe dans les traités est la majorité simple. Cependant, c'est un principe qui souffre de tellement d'exception qu'il devient lui même l'exception. En effet, le traité précise que **sauf disposition contraire, majorité simple. Mais il y a tellement de dispositions contraires.** Il n'y a que le **règlement intérieur** du conseil qui fasse l'objet d'un vote à la majorité simple.

L'unanimité reste utilisée au sein du conseil de l'union européenne pour certaines dispositions. Pour beaucoup de dispositions importantes.

Ce sont les grandes questions, notamment constitutionnelles au sens premier du terme, qui requiert un vote des Etats à l'unanimité (exemple : demande d'adhésion d'un Etat candidat fait l'objet d'un vote à l'unanimité, modification du statut de la CJCE)

Questions délicates : tout ce qui touche aux visas ou à l'asile, toute disposition communautaire ayant pour but d'harmoniser les législations en matière de taxe etc.)

Aspects fondamentaux de l'UEM : Question concernant la situation : Euro d'un côté et monnaie extérieures de l'autre.

Le mode de votation à la majorité qualifié est de principe quand la procédure de codécision entre le conseil et le parlement est applicable (accord entre les deux organes) Egalement dans certains cas particuliers : quand il s'agit de mettre en place un politique agricole commune, quand il s'agit d'établir et d'adopter le budget, quand il s'agit d'adopter un accord international.

La majorité qualifiée suppose un mode de calcul du nombre de voix dont dispose chaque Etat. Chaque Etat dispose d'un nombre de voix qui dépend de sa taille (dimension géo mais surtout démo) Le traité, en l'occurrence de Nice, prévoit le seuil de majorité qualifiée qui doit être atteint pour que soit adopté un règlement une directive ou une décision. Le traité de Nice a modifié le seuil nécessaire pour l'adoption des actes communautaires en essayant de tenir compte de l'entrée des futurs Etats (Europe centrale et orientale) **Le traité fixe des principes, le seuil, mais manque de précision sur la manière dont peut fonctionner le système, cependant aujourd'hui ça fonctionne.**

Depuis **2004 et 2007**, pour qu'un acte soit adopté au sein du conseil de l'UE, il faut que la délibération recueille au moins **232** voix favorables à la décision, de la majorité des membres. Cette règle fonctionne quand la décision adoptée par le Conseil porte sur un acte émanant d'une proposition de la commission européenne. Si la proposition de texte communautaire émane d'un Etat, la règle des 232 voix vaut toujours mais il faut qu'elle provienne d'au moins 2/3 des Etats membres.

Il existe des **majorités spéciales** prévues dans les traités. Elles s'appliquent notamment quand des questions sont évoquées au sein du conseil et qu'elles ne permettent pas la participation de tous les Etats à l'adoption de cet acte. Depuis le traité de Maastricht, l'Angleterre et le Danemark sont deux Etats qui ne participent pas à certaines politiques (exemple Visa et asile) et suppose donc qu'ils ne participent pas au vote. La règle de majorité doit donc prendre en compte leur absence. (RU, Danemark, Irlande)

27.03.08

Section 3 : Le parlement européen

L'existence du Parlement européen remonte au traité de Paris de 1951. Cette assemblée s'appelle parlement européen **depuis l'acte unique européen de 1987.**

§1 : La composition de ce parlement

Ce parlement est composé de 732 membres, ce qui est un nombre fixe et invariable depuis le traité de Nice. Ils sont élus pour 5 ans au suffrage universel direct.

A. L'élection au SUD des membres du Parlement européen

Cette institution est la seule institution qui représente les peuples. Les Etats n'ont ici plus rien à voir. Il représente les peuples réunis dans la communauté européenne. Elle incarne la dimension démocratique au sein de la communauté européenne. Jusqu'à début 70, composé de représentants de chaque parlement des Etats.

Il faut attendre un acte du conseil des communautés du 20 septembre 1976 pour que soit prévue l'élection au suffrage universel direct des membres du parlement européen. Même si l'idée existait dans les traités, le principe n'avait jamais été mis en œuvre. Première élection a lieu en 1979.

Depuis Maastricht, ce sont les ressortissants des Etats membres qui élisent les députés européens, même quand ils résident sur le territoire d'un autre Etat que celui dont ils sont ressortissants dès lors qu'ils sont citoyen d'un Etat de la communauté. Il y a eu une sorte de corrélation entre cette quête de légitimité que le parlement avait et la volonté que le parlement a eu de voir ses pouvoirs s'accroître pour devenir un pouvoir législatif.

B. La procédure électorale

Jusqu'il y a peu, pas uniforme, pour des raisons précises, la procédure électorale adoptée par la majorité des membres est le scrutin proportionnel, or un seul Etat récalcitre à utiliser ce type de scrutin. Jusqu'en 2002, tous les Etats membres usaient du scrutin proportionnel à part le RU.

25 juin-23 septembre 2002 : Il a ensuite été décidé que la procédure électorale dans les Etats pour l'élection des députés Européen serait harmonisé. Le principe est que dans chaque Etat membre, les membres du parlement soit élu au scrutin proportionnel.

De plus, la qualification de membre du parlement E exclue celle de membre du parlement national.

La décision de 2002 laisse quand même du temps au RU et Irlande qui doivent s'adapter aux deux principes en vue des élections de 2009. Une fois cette procédure harmonisée, la procédure électorale relève du choix de chaque Etat.

C. Le nombre de représentant

C'est le traité de Nice qui fixe le nombre maximal à 732. Cela veut dire que dans le traité de Nice, les Etats ont du consentir, en vue de l'entrée des futurs nouveaux Etats membres, à voir leur nombre de représentant diminuer sauf deux Etats :

- L'Allemagne, Etat le plus peuplé, 99 représentants.
- Le Luxembourg étant le plus petit Etat au moment du traité de Nice, 6 représentants.

La FR dispose de 78 députés et l'Italie aussi. Malte dispose du plus petit nombre de députés, soit 5 représentants.

§2 : L'organisation du Parlement

Ses membres sont élus pour 5 ans selon un statut organisé pour chaque Etat. Les autres règles de cumul dépendent de chaque Etat. Ces parlementaires Européens se réunissent en assemblées qui siègent à Strasbourg.

Le parlement E se réunit en session annuelle, 12 périodes. Une semaine par mois, le parlement siège en séance plénière et publique. En plus, peuvent se tenir des séances extraordinaires à la demande de la majorité de ses membres. Les débats du parlement sont publics, se traduisent généralement par le vote de résolution.

Le parlement E définit son propre règlement intérieur. A sa tête, se trouve un président désigné pour 2 ans et demi, il siège accompagné d'un bureau composé d'autant de vices présidents qu'il y a d'Etats membres.

On remarque que les parlementaires de différentes nationalités ne se regroupent pas par nationalité mais par affinités. Au sein du parlement européen se sont dégagés des groupes politiques transnationaux dont l'importance a été retenue par le traité de Maastricht comme **facteurs d'intégration**. « Formation d'une conscience Européenne » Le plus important d'entre eux est le parti socialiste européen, puis parti populaire Européen, puis le parti des verts.

Le traité de Nice précise que le conseil de l'Union Européenne peut, en codécision avec le parlement, fixer un statut des partis politiques E, notamment fixer des règles concernant leur financement. Donc organisation montrant l'autonomie de l'institution qui l'est d'autant plus qu'elle a gagné en représentativité et **légitimité depuis le suffrage universel direct**.

§3 : Les attributions du parlement Européen

30aine de rapports d'experts parlementaires sur 15 ans qui n'ont cessé d'évoquer la nécessité de donner plus de pouvoir à ce parlement. On n'a pas de parlement ressemblant à un parlement national. Un codécideur dans le parlement communautaire a acquis le droit de décider avec les Etats (dans certains domaines seulement)

A. Les modes d'intervention du Parlement européen dans le processus décisionnel communautaire

Le parlement européen, dans ce processus de décision, intervient de plus en plus. A l'origine, ce n'est qu'un organe consultatif.

1- L'avis simple

Exemples : Quand il s'agit de réviser les traités, d'harmoniser les procédures législatives des Etats pour lutter contre les discriminations, droits accordés aux citoyens européen. Le conseil garde ici une totale maîtrise et le parlement n'est ici **qu'un donneur d'avis**. Le traité impose de recueillir son avis. **Donc le défaut de consultation entache l'acte de nullité. Cependant, l'avis sollicité du parlement n'est qu'un avis simple, pas obligatoirement suivi.**

Cependant, dans l'hypothèse où le conseil **adopte un acte qui est substantiellement différent de l'acte ayant fait l'objet de l'avis du parlement**, la règle veut que le conseil **re-consulte le parlement européen sur le projet d'acte substantiellement différent du premier.**

Le conseil peut passer outre l'avis simple émis par le parlement, cependant, il doit motiver sa décision.

Cette procédure de l'avis ne reste applicable que dans des cas relativement peu nombreux. La liste des domaines devant faire l'objet d'un avis simple nécessite maintenant un avis conforme.

2- L'avis conforme

Recours plus grand car sa portée s'est élargie au détriment de la procédure de l'avis simple. En cas d'avis négatif, le conseil ne peut pas adopter l'acte communautaire.

Cette procédure est étendue avec le traité de Maastricht et concerne les décisions communautaires de grande importance. Par exemple : demande d'adhésion d'un Etat ou encore la constatation d'un risque de violation grave des droits de l'homme. Cet avis conforme, pour les questions graves est requis par le conseil des ministres.

3- La procédure de coopération

Cette procédure est introduite par l'acte unique européen en 1987. Elle a une vocation première immédiate qui est d'associer plus étroitement le parlement à la prise de décision sans pour autant lui donner le pouvoir de décider.

La commission use de son droit d'initiative et propose un acte au conseil des ministres. Elle saisit parallèlement le parlement européen. Le conseil des ministres examine l'acte et transmet l'acte au COREPER, l'acte est ensuite examiné au conseil et au sein du parlement européen.

Le parlement formule un avis sur le projet d'acte et parallèlement, le conseil arrête une position commune qui doit être acquise à la majorité qualifiée. Le parlement est saisi du projet d'acte, dans un délai de **3 mois, le parlement doit se prononcer sur l'acte modifié.**

-Il peut approuver l'acte (acte considéré adopté)

-Ne se prononce pas dans le délai de 3 mois (acte considéré adopté)

-Il rejette le projet d'acte modifié par le conseil des ministres. Il doit le rejeter à la majorité absolue de ses membres. Pour adopter l'acte, et passer outre l'opinion négative du parlement européen, le conseil doit adopter l'acte à l'unanimité.

Le parlement peut ne pas être favorable à l'acte mais proposer des amendements, c'est un refus constructif. Il use de **son droit d'amendement**. Dans cette hypothèse, le projet d'acte est renvoyé à la commission qui va réexaminer le texte sous l'angle de la position commune et des amendements du parlement.

La commission sert ici d'arbitre, d'une certaine manière car elle va **élaborer une nouvelle proposition de texte**, qui peut comprendre certains amendements du parlement européen.

Le conseil est à nouveau saisi et statut définitivement :

-Sur le texte initial sans amendement, il revote à la majorité qualifiée

-Sur le texte avec les amendements parlementaire, vote à la majorité absolue

La procédure de coopération qui a beaucoup été utilisée depuis 1987 pour la mise en place du marché d'intérieur n'a aujourd'hui, plus qu'un domaine résiduel. Avec les révisions (Maastricht etc.) la procédure n'est plus applicable que dans le domaine de la politique économique et monétaire.

02.04.08

4- Procédure de co-décision

Introduite dans le traité de Maastricht. Son domaine a grandi depuis 1992, elle a pour objet **d'associer le parlement européen à l'exercice du pouvoir normatif**. Le but est qu'un texte communautaire soit adopté par le conseil et le parlement dans les mêmes termes.

La proposition de texte émanant de la commission est transmise au conseil et au parlement. Le conseil adopte une position commune, en principe à la majorité qualifiée. Le parlement, lui a trois mois pour approuver ou rejeter le texte. S'il veut adopter le texte, il se tait pendant 3 mois (acceptation implicite) S'il rejette le texte, il doit voter à la majorité absolue de ses membres et a le droit de rejeter le texte.

Confronté au rejet du texte à la majorité absolue, par le parlement, le conseil peut former un comité de conciliation. Il a pour objectif de rapprocher les positions (parlement et conseil)

Le parlement peut confirmer son rejet du texte en bloc, à la majorité absolue de ses membres, dans cette hypothèse le texte est rejeté.

Le parlement propose des amendements. Pour ce faire, il doit adopter le texte amendé à la majorité absolue de ses membres. Le conseil doit se prononcer sur le texte contenant les amendements :

- Texte amendé, approuvé par le conseil des ministres, le CE adopte le texte et ce, à la majorité qualifiée.

- Conseil saisi du même texte amendé, assorti des réserves émanant de la commission.

Le comité a 6 semaines pour parvenir à un accord entre les deux institutions. L'acte dont il est saisi est l'acte amendé, rejeté par le conseil. L'acte est réputé rejeté si le délai de 6 semaines est dépassé ou bien si l'une des deux institutions rejette le texte.

Si le comité ne parvient pas à un texte, ultime solution, le but étant toujours que le texte soit commun aux deux institutions. Le comité échoue dans sa tentative de rédaction d'un texte commun, **le conseil des ministres peut, à la majorité qualifiée de ses membres, présenter un texte avec une nouvelle position commune et certains amendements du parlement.** Le parlement a 6 semaines pour adopter ou rejeter le texte. Dans cette hypothèse, le parlement européen ne peut plus exercer son droit d'amendement.

B. La procédure budgétaire (pouvoir budgétaire du parlement)

Le budget est adopté au moyen de la procédure de la co-décision. Il faut voir comment le parlement intervient dans la procédure budgétaire. Il intervient, lors de la procédure de co-décision, lors de son adoption, lors du suivi de la décision du budget.

On remarque que **le parlement a un droit de rejet en bloc du budget.** C'est déjà arrivé par deux fois depuis 1992.

Le parlement a **quelques pouvoirs budgétaires.** Au sein du budget, sont distinguées deux types de dépense. Ce qu'on appelle le DO (dépenses obligatoires) par opposition aux DNO (dépenses non obligatoire)

En ce qui concerne les dépenses obligatoires, elles sont arrêtées par le conseil des ministres, en passant outre les amendements du parlement européen.

Si les propositions du parlement européen n'augmentent pas les dépenses obligatoires, elles sont considérées comme adoptées par le conseil sans vote (rejetées pas explicitement)

Si les propositions du parlement augmentent les dépenses obligatoires, pour être adoptées par le conseil, elles doivent faire l'objet d'un vote à la majorité qualifiée du conseil des ministres.

Concernant les dépenses **non obligatoires (ne découlent pas directement des traités)** Elles sont fixées par le parlement. Le parlement les propose, par voie d'amendement, modifie les propositions que lui fait le conseil sur ces DNO, il décide en seconde lecture d'adopter ou confirmer le montant des dépenses non obligatoires qu'il est le seul à pouvoir fixer.

Les DNO ne sont qu'une part inférieure des dépenses contenues dans le budget. **A peu près un tiers des dépenses** contenues dans le budget de la communauté sont des dépenses non obligatoires (pouvoir plein et entier au parlement)

C'est le président du parlement qui arrête définitivement le budget. C'est la commission qui exécute le budget.

Conclusions partielles : on n'a pas un vrai pouvoir législatif. On ne peut pas comparer le parlement européen avec un parlement d'un système de type parlementaire. Le parlement européen n'a pas l'initiative législative. C'est ce qui lui manque le plus. Certes, le traité de Maastricht prévoit qu'il est possible pour le parlement de solliciter la commission pour qu'elle propose des textes (mais elle reste maîtresse de l'initiative)

Le parlement n'a pas une compétence législative claire et entière dans la mesure où la procédure législative, tout en lui réservant un pouvoir de co-décision qui ne le laisse pas décider pleinement et entièrement.

C. Les pouvoirs de contrôle du parlement

Le parlement européen est doté d'un pouvoir de contrôle politique sur certaines des autres institutions. Ce contrôle est prévu par **le traité de Maastricht**.

Depuis 1992, s'est développée une technique organisée : **questions écrites et orales** que les députés européens peuvent poser :

- A la commission
- Au conseil des ministres

lors des séances publiques. Ces questions n'ont pas pour conséquences des sanctions sur la politique menée mais ont vocation à **l'information des parlementaires**. Le parlement peut être amené à adopter une résolution ayant une valeur déclaratoire.

Le parlement exerce un contrôle sur la commission. Il intervient dans le processus de désignation des membres de la commission : par la voie d'un **avis qu'il prononce, sur le président de la commission**, mais il exerce aussi et procède par la voie d'un vote d'approbation sur la composition finale de toute la commission.

Il dispose du pouvoir de voter une motion de censure à l'égard de l'organe collégial qu'est la commission européenne.

Un droit de **pétition** est accordé depuis 1992, à tout citoyen européen, auprès du parlement européen. De plus, le parlement européen nomme un médiateur européen qui est habilité à recevoir les plaintes de tout citoyen européen (mauvaise administration) dans le cadre de l'action des institutions européennes. Le médiateur européen a des pouvoirs d'enquête et rédige un rapport annuel.

Section 4 : La commission européenne

Dans le cadre de la CECA, cette commission européenne s'appelait : haute autorité. Jusqu'à 2002, elle s'est appelée comme ça. Une seule commission pour les trois communautés depuis 1965 (traité de fusion) On peut qualifier cette commission de deux manières, avec un œil critique, d'une troisième manière :

1^e manière : Elle est la gardienne des traités

2^e manière : Elle est l'organe supranational de la communauté européenne. C'est elle qui fait valoir **l'intérêt de la communauté européenne**.

3^e manière (critique) : Cette commission est souvent présentée comme représentant la **technocratie européenne**.

§1 : L'organisation de la commission européenne

A. Composition de la commission

Jusqu'à l'entrée, en 2004 de la majorité des pays d'Europe centrale et orientale, la commission était constituée de 20 membres : 15 commissaires (chaque Etat) + 5 dont étaient dotés les plus grands Etats. **Ce système cesse en 2004** avec les 10 nouveaux Etats. La règle qui s'applique alors est celle **d'un commissaire par Etat (25 commissaires)**

Depuis le 1^{er} janvier 2007, et plus précisément, à compter de 2009, la commission tiendra compte de la composition de la communauté, désormais composée de 27 Etats. La

commission européenne voit le nombre des commissaires qui la composent, plafonné à 27 et devra toujours être inférieur au nombre d'Etats membres.

Un système de rotation est mis en place. Ce système de rotation doit tenir compte de plusieurs impératifs. Il doit permettre que soient représentées les différentes caractéristiques démographiques et géographiques des Etats membres. C'est le traité de Maastricht qui prévoit le mode de désignation des membres de la commission. Le traité de Nice modifie légèrement cette procédure quant aux règles de majorité.

- C'est le **Conseil européen qui désigne, à la majorité qualifiée de ses membres, la personnalité qu'il envisage de désigner comme président de la commission.** Cette désignation doit être **approuvée par le Parlement européen.**
- C'est encore une fois le Conseil européen, qui, à la majorité qualifiée, adopte la liste des futurs commissaires qui composeront l'institution. Ces futurs commissaires sont choisis sur la base d'une liste établie par chaque état, en considération de leur compétence générale.
- Cette com° va être ensuite soumise collégalement à un vote d'approbation du P euro. On peut assimiler la procédure à une investiture. Pvr de rejet de la com de la part du P.
- La composition de la com° est adoptée par le P, le CM, à la maj qualifiée, nomme le Pt et les mb de la com°. Le CE décerne une légitimité.

B. Le statut des commissaires

Ces comR sont indépendants, ne représentent pas les E dont ils ont la nationalité, sont chargés de la défense des intérêts commuR. Ils ne peuvent pas recevoir des instructions de la part des E dont ils sont les ressortissants. Individuellement, un mb de la com° peut être démis de ses fonctions par la CJCE s'il ne répond plus aux cond° qui sont exigées pour qu'il exerce ses fonctions.

Cette com° est collectivement responsable de sa gestion dvt le P. le P a la possibilité de voter, à a maj des 2/3 des voix exprimées et à la maj absolue de ses mb, une motion de censure contre la com°. Si la motion de censure est adoptée, la com° est obligée de démissionner. Proc qui n'a jamais aboutie bien que déjà utilisée, proc qui met en évidence les rôles respectifs de chacun :

- Le pvr de décision du CM
- Rôle de la com° qui devient une alliée du P qui fait que le P a tjr rejeté les motions de censure. Le P doit composer avec le CM et avec la com°.

Com° SANTER, en 2000, des malversations, des fraudes et des irrégularités ont été constatées dans la com°. Le pt de la com° a été convaincu d'être largement investi par la com° d'examen des fraudes comme responsable. Une motion de censure a été déposée contre la com° SANTER qui s'appuyait sur un rapport accablant d'un comité d'experts, la motion n'a pas aboutie. Grave crise qui s'est terminée par une démission collective de la com°. Luttas de pvr avec des pressions parlemenR sur les commissaires.

C. L'organisation de la com° euro

Le Pt de la com° qui joue un rôle central dans le fonctionnement de l'institution. Le Pt de la com° définit les orientations pol et décide de l'org° interne de la com°. Il désigne les vices pt qui vont l'aider dans ses fonctions en répartissant les responsT entre les comR et les vices Pt. Il répartit les fonctions comme s'il constituait un ministère. Cette répartition n'est pas invariable, il est tjr possible que cette répartition soit critiquée par le biais d'une motion de censure.

De plus cqe comR se voit affecté un portefeuille, une compétC. La com° agit de manière collégiale, et son action se traduit par un vote à la maj simple quand elle prend des décisions. Cette com° s'organise autour de 15000 agents.

D. Les attributions de la com°

Ses attributions sont à l'image de ce que la com° représente : org° supranationale.

1) Défendre les intérêts de la CE

Sa fonction 1^{ère} est de défendre les intérêts de la commuT. Tout au long du processus de décision, la com° intervient. Initialement, dès l'entrée en vigueur du T de Paris et du T de Rome, la com° était l'organe qui monopolisait l'initiative des textes commuR. Aujourd'hui, elle exerce un pvr général d'initiative, elle est compétente pour présenter les propositions d'actes commuR qui vont ensuite être examinés par le P. Elle est amenée à présenter les actes commuR qui émanent du CM ou du P. lorsqu'un acte du CM est adopté sur proposition de la com°, le CM ne va pvr amender, modifier le texte de la com° qu'à l'unanimité. Tant que le CM n'a pas statué, la com° peut modifier le texte car s'est SON texte : responsT fonda dans la conception du texte.

La com° a la charge de négocier les accords extérieurs qui peuvent unir la commuT euro avec des E tiers à la commuT. Elle négocie dans le mandat qui lui a donné le CM et sous son contrôle. Le Pt de la com° représente l'org° inter CE.

2) Pvr de gestion et d'exécution

La com° exerce des pvr d'exécution et de gestion. Elle exerce une compétC générale d'exécution des décisions du CM. Par ex, elle gère les instruments commuR : gère les fonds structurels. Le CM lui délègue ce pvr si la com° l'exerce selon cette délégation. La com° peut être contrôlée dans sa latitude d'action. La CJCE dit que la com° doit respecter la réglementation de base si délégation de la part du CM. La com° est encadrée strictement par la pratique : la comitologie.

3 sortes de comité :

- Comité consultatif : produit des avis, intervient dans des domaines de portée limitée, propose des mesures d'exécution

- Comité de gestion : examine les propositions de mise en œuvre de l'acte commuR. Il va saisir le CM pour qu'il examine de plus près les propositions de gestion dans le cadre de la délégation.
- Comité de réglementation : les E décident si les quest sont sensibles ou pas. La com° lui présente ses propositions de mise en œuvre de l'acte commuR.

La com° qui est au service de l'intérêt supranational et qui a un pvr d'impulsion à travers l'initiative des textes. Cette com° est totalement dominée par les intérêts des E, contrôlée par cette comitologie. Syst qui préserve la souveraineté des E.

3) Pvr de contrôle

elle est dite gardienne des T commuR, il lui revient de faire respecter l'oblig° de respecter les T constitutifs. Cette mission de contrôle lui permet de veiller au respect par les opérateurs éco des règles de concurrence. La com° peut prononcer des amendes en cas d'entente anti concurrentielles à l'égard d'une etpr. En matière de contrôle, elle peut vérifier sur pièces et sur place qu'il y a fraude et atteinte aux intérêts de la commuT dans l'usage des fonds structurels. La com° a un contrôle sur les E en ce qui concerne les aides pq pour qu'elles ne viennent pas mettre en place en syst anti concurrentiel. La com° peut saisir la CJCE par la voie du recours en manquement. S'il est constaté que l'E a violé le dt commuR, la com° peut demander à la CJCE de prononcer envers l'E fautif une amende, et prononcer des sanctions.

Section 5 : La cour de justice de la communauté européenne

La CJCE assure avec le TPI (1^{ère} instance) le respect du dt commuR dans l'interprétation et l'application des T. si l'on dit de la com° qu'elle est la gardienne des T, on dit de la CJCE qu'elle est la gardienne de la légalité commuR. Au moyen de l'interprétation téléologique, la CJ est devenue l'élément moteur 1^{er} de la construction de la CE. Cette construction repose sur son travail jrspe.

§1. La composition et l'organisation de la CJCE

1 juge = 1 E mb : 27 juges.

CJ est assistée d'avocats généraux qui ont pour raison d'être et fonctions de présenter publiquement, en tout impartialité et indépendance, des conclusions motivées sur les affaires qui sont soumises à la cour. Ces ccl vont présenter des solutions s'inspirant du dt commuR à la CJ. Les juges et avocats généraux sont choisis parmi des persT qui présentent des garanties d'indépendance.

Les avocats généraux sont nommés par une proc de commun accord par les Gt des E mb pour 6 ans renouvelables, renouvellement partielle tous les 3 ans. Ces juges-avocats bénéficient d'immunité J'lle. Leurs fonctions est incompatible avec toutes autres fonctions

La CJ siège en chb, en gd chb, et en chb plénière. Le statut de la cour est fixé par un protocole séparé des T, et est susceptible de modif° par le CM statuant à l'unanimité.

§2. Les éléments de la proc dvt la CJCE

Proc contradictoire, cad que les parties sont entendues et discutent. Elle respecte 4 phases :

- Phase écrite avec le dépôt des mémoires
- Phase d'instruction avec l'examen de certaines expertises, auditions de témoins, enquêtes
- Phase orale : audition des plaidoiries.

Des tiers au litige peuvent intervenir dans le procès : un E ou une institution ou une pers privée peut intervenir dans un litige qui opposerait un E à la CE.

Le recours formé dvt la CJ est suspensif. La CJ peut prendre un sursis à exécution, des mesures provisoires. La CJ se prononce par un arrêt dont la valeur dépend du recours et du domaine sur lequel il porte.

Quelles voies de recours sont ouvertes contre les arrêts de la CJCE ? sont réduites et limitées dans leur nb, car la CJ statue en dernier ressort :

- L'opposition, lorsque l'arrêt a été rendu par défaut
- Tierce opposition, si l'arrêt a été rendu en csq d'un préjudice subi par une pers non présente au procès
- La révision : arrêt rendu et que survient un fait nv qui aurait eu une influence décisive sur la prise de décision
- Le recours en interprétation : l'un des requérant constatant pour sa part que l'arrêt ne lui semble pas clair, demande à la cour de préciser la portée de l'arrêt.

La CJ a des compétC dans la mesure où les T donc les E les lui ont donné et dans le cadre seul des recours ouverts.

§3 : Les compétences de la CJCE

CompétC d'attribution exercée dans la limite des T. la CJ n'est pas saisie après l'épuisement des voies de recours internes.

Elles sont de trois ordres :

1) Fonction consultative

Dans les traités, on précise que la cour peut être consultée par le parlement, le conseil, la commission ou Etat membre sur la compatibilité entre les accords externes avec le traité régissant la communauté européenne (Maastricht modifié) Elle a ainsi été amenée à se prononcer sur la compatibilité entre l'accord créant l'espace économique européen etc. L'avis que la cour rend est obligatoire. Cela veut dire qu'un accord externe ayant fait l'objet d'un avis négatif **ne peut pas entrer en vigueur.**

2) Fonction contentieuse

Ces recours qui sont ouverts devant la cour de justice peuvent être classés en 4 catégories.

-Recours en manquement d'un Etat : la commission est l'auteur de la saisine de la CJCE dans le cadre de ce recours. Il s'agit du manquement d'un Etat ayant violé ses obligations communautaires.

-Recours en carence d'une institution communautaire : A pour objet de constater une abstention fautive d'une institution communautaire. Il est le parallèle avec le recours en manquement d'un Etat.

-Recours en annulation : il a pour vocation de faire annuler par la CJCE, un acte communautaire suspecté d'illégalité. Il ressemble à s'y méprendre au REP. Ce recours en annulation s'appuie sur un acte d'une institution communautaire, il concerne une action qui s'est traduite dans un acte.

-Recours en responsabilité extracontractuelle : Ce recours est ouvert devant la CJCE en cas de dommage causé dans l'exercice de leurs fonctions par les institutions communautaires (ou pas leurs agents)

3) Fonction préjudicielle

Ce recours va de pair avec la nature même des fonctions générales attribuées à la CJCE et avec les qualificatifs la concernant. Cette CJCE est gardienne des traités, elle est la seule à pouvoir faire respecter le droit communautaire, la seule à délivrer une interprétation authentique du droit communautaire (originaire et dérivé) Cette fonction préjudicielle a pour but **d'assurer l'unité d'interprétation et d'application du droit communautaire**. Elle agit dans le sens de l'unification d'interprétation et application du droit communautaire. Mécanisme de renvoi préjudiciel : si une question dans le cadre d'un litige interne, survient une question relative à l'interprétation des traités communautaires ou actes dérivés, celui ci, selon un mécanisme, peut ou doit surseoir à statuer et procéder à un renvoi préjudiciel devant la CJCE.

-Renvoi préjudiciel en appréciation de validité d'un acte comm. dérivé

-Renvoi préjudiciel en interprétation de validité d'un acte dérivé

La CJCE n'apprécie jamais la norme comm. Elle ne contrôle pas la compatibilité entre les deux normes. Elle n'applique jamais le droit interne. Unificatrice de la JP.

Chapitre 4 : L'ordre juridique communautaire

Cet ordre juridique communautaire est un ordre juridique à part (autonome). Il n'est :

- Ni l'ordre juridique interne
- Ni l'ordre juridique international

Cet ordre juridique communautaire suppose que soit mises en évidence les sources qui l'a composent. Voir comment les normes sont applicables en droit interne.

CJCE, 5 mai 1963, Van Gent En Loos : il ressort de cet arrêt que le traité qui crée à l'époque la CEE, par extension, les traités jusqu'à Nice, constitue plus qu'un accord qui ne créerait que des obligations mutuelles entre les Etats contractants. Plus loin, la CJCE précise que la CEE est un nouvel ordre juridique dont les sujets sont non seulement les Etats membres mais aussi leurs ressortissants. Donc ce nouvel ordre juridique est constitué de différentes normes s'appliquant non seulement entre les Etats mais également dans le chef des particuliers.

Section 1 : Les sources du droit communautaire

Les sources du droit communautaire s'identifient par leur caractère obligatoire. Elles sont créatrices de droit et d'obligation. Ces droits et obligations résultent tant des :

- Traités originaires
- Droit dérivé
- Principes généraux dégagés par la CJCE
- Accords conclus par la communauté

Il n'y a aucune disposition du traité de Maastricht modifié qui recense de manière exhaustive les normes composant le droit comm. C'est donc la CJCE qui a dû définir les différentes sources du droit communautaire. Elle a également dégagé le régime juridique applicable à chaque catégorie de normes.

De plus, et dès lors, c'est à l'examen du mode d'édiction d'une norme et de la place de celle-ci par rapport aux autres dans l'ordonnement juridique, que la CJCE a regroupé, que se dégagent 4 ensembles de normes au sein du droit communautaire :

- Traités institutifs
- Actes dérivés des traités
- Actes conventionnels
- La JP de la CJCE
- PGD

§1 : Le droit originaire

- Droit primaire : traités institutifs des communautés
- Tous les traités ayant modifié ce droit primaire

Se pose une question : hiérarchie des normes (sources de droit communautaire) En existe-t-il vraiment une ? Il n'y a pas de réponse à cela. C'est la CJCE qui fixe le rang de chacune des sources du droit communautaire. Au sommet des normes communautaires, elle fait figurer le droit communautaire originaire et y ajoute les PGD (qui priment pour elle sur toute autre norme)

Puis elle fait figurer les accords externes.

Puis en dernier lieu, le droit dérivé constitué par les actes adoptés par les institutions communautaires eux mêmes hiérarchisés entre eux.

Les traités sont au plus haut niveau des normes. Ils doivent être respectés par toute règle intérieure.

A. Les traités constitutifs

- Traité de paris (1951-2002) : CECA
- Traités de Rome (1957) CEE et Euratom

Ce sont les trois traités constitutifs. Y figurent des dispositions matérielles (exemple : marché commun) et dispositions institutionnelles.

On peut dire que les 1^{er} traités peuvent être qualifiés de traités **loi**. Ils fixent une réglementation précise sur des marchés communs spéciaux.

Par distinction avec le 3^e (CEE), traité **cadre** car il définit les objectifs généraux, principes fondamentaux de chaque institutions, c'est le plus large et donne le plus de précision sur la latitude d'action des institutions communautaires.

Ces trois traités sont différents les uns des autres et indépendants. Il existe le principe de l'autonomie des traités (exemple : on ne peut pas en appliquer un sur l'autre) Ces traités font l'objet d'actes les modifiant ou les complétant.

B. La modification de ces traités

- Procédure de révision (complément)
 - Modification
- Le traité de fusion des exécutifs (Avril 1965)

- Décision du conseil des ministres (Juin 1988, créant des ressources propres au profit des communautés)
- Décision du Septembre 1976, élit des représentants du parlement au suffrage universel direct.
- Acte unique européen de 1986
- Traité de Maastricht (1992)
- Amsterdam (1997)
- Nice (2001)

C. Existent aussi les traités et actes d'adhésion

§2 : Le droit dérivé

On sait que les institutions communautaires ont un pouvoir normatif. Elles sont habilitées dans la limite des compétences leur étant données par les Etats à adopter des actes unilatéraux. On parle alors de droit dérivé.

Les traités de bases évoquent une nomenclature des actes unilatéraux que les institutions communautaires peuvent adopter et les effets que les actes produisent. Classe ses actes dérivés en fonction de leurs effets.

On peut distinguer ces actes dérivés :

- Ceux ayant portée obligatoire
- Ceux n'ayant pas portée obligatoire

De plus, la CJCE est la seule à pouvoir faire respecter le droit commun, se réserve le droit de vérifier si la nature de l'acte qu'on lui soumet correspond bien à sa dénomination. La CJCE procède à la requalification de l'acte si elle constate sa dénomination inexacte et/ou incomplète.

A. Les actes figurant dans la nomenclature

Les actes dérivés sont classés en plusieurs catégories dans les traités :

1) Règlements communautaires

obligatoires dans tous leurs éléments et ayant une portée générale. Pas forcément le plus important en nombre, c'est la norme principale en droit communautaire. **Article 249** : le règlement a une portée générale, il est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat membre. **Le règlement a donc une portée générale.** C'est un acte normatif, abstrait, qui n'est pas applicable à des destinataires limités. Effet *erga omnes*, il est applicable à tous.

Il est également obligatoire dans tous ses éléments, toutes ses dispositions : Au contraire de la directive qui est obligatoire dans les résultats qu'elle contient.

Applicable dans tout Etat membre : pas de difficulté. Le traité est précis, dès son entrée en vigueur le règlement produit ses effets et s'intègre dans l'ordre juridique des Etats membres. Pas de mesure de réception, pas à être transformé pour produire des effets dans le droit interne. Il a un effet direct .

2) Directives :

obligation de résultat mais liberté laissée aux Etats pour les moyens. **Article 249 :** La directive lie tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens. Pacte qui se veut souple et plus particulièrement utilisé quand a été mis en place le marché intérieur pour l'harmonisation des législations.

La directive n'a pas de portée générale : elle n'est obligatoire que pour son ou ses destinataires (les Etats) Elle impose un résultat aux Etats.

On se rend compte qu'au fil des années, les directives sont devenues **de plus en plus précises**. Ces directives qui laissaient une grande marge d'appréciation à l'Etat pour les moyens de mise en œuvre, sont devenues de plus en plus détaillées de telle sorte que la marge de manœuvre des Etats et donc leur liberté de mise en œuvre a parfois été réduite. On s'est rendu compte que la directive, parfois, supprimait toute liberté de choix à l'Etat.

La CJCE s'est prononcé plusieurs fois sur la liberté de moyens de l'Etat. Mais elle a dit dans un arrêt **23 novembre 1977, Société Enka :** constatant l'absence de marge d'appréciation laissée à l'Etat, on peut admettre que pour la réalisation du but d'une directive, l'Etat pouvait ne disposer d'aucune marge d'appréciation.

Toute directive fixe un **délai de transposition** (de mise en œuvre) A son expiration, toutes les mesures nationales destinées pour la mise en œuvre de la transposition doivent avoir été prises. Elle doit se faire au moyen d'un **acte obligatoire approprié**. Elle doit être **conforme au but contenu dans l'acte**.

Non seulement l'acte qui met en œuvre la directive doit être conforme à son but, mais de plus, pendant le délai de transposition, les Etats doivent s'abstenir de prendre dans leur droit interne, des mesures qui peuvent être totalement opposées au résultat prescrit par la directive.

Enfin, les directives imposent aux Etats membres de notifier à la commission de Bruxelles, les mesures de transposition prises. Si à l'expiration du délai de transposition elle n'a pas été transposée, la commission peut introduire devant la CJCE, **un recours en manquement (à l'obligation pour l'Etat de transposer dans un délai)**

Dans la mesure où la directive suppose des mesures internes de transposition de l'objectif qu'elle contient, la directive n'apparaît pas directement applicable en droit interne. Il faut que le but qu'elle contient fasse l'objet d'une transposition. Cependant, la CJCE a admis que dans certains cas et conditions, une directive peut être directement applicable si le délai de transposition est expiré.

3) Les décisions communautaires obligatoires :

C'est **249 du traité qui la définit** : elle est obligatoire dans tous ses éléments **pour les destinataires qu'elle désigne**. A la différence du parlement elle n'a pas de portée générale. Cela peut être un Etat, une personne privée ou encore une entreprise. La décision nécessite d'être notifiée à son destinataire. Cela ne veut pas pour autant dire qu'elle exclue les mesures nationales d'exécution mais par définition toutes ses dispositions sont obligatoires à l'égard de son destinataire.

Elle ressemble au règlement, elle a **un effet direct**. Elle est invocable par les personnes privées, Etats ou entreprises devant le juge interne.

4) Les avis et recommandations

n'ayant aucun effet obligatoire à la différence des trois autres catégories d'actes. Toujours **249 qui définit** : les avis et recommandations ne lient pas. Pas d'effets obligatoires sauf cas bien précis (avis conforme du parlement) Ces actes ne peuvent donc pas créer aux mêmes des effets juridiques. Ils n'en ont que de manière indirecte. Ils ne peuvent en principe pas faire l'objet d'un recours juridictionnel.

B. Le régime juridique commun aux actes contenus dans la nomenclature

Régime juridique de droit commun qui suppose différentes questions. Ces actes doivent avoir été édictés par une autorité compétente et doivent avoir été correctement qualifiés.

Autorité compétente : Les institutions communautaires agissent dans le cadre d'une compétence attribuée par les traités. Il ne peut donc pas y avoir d'action de la communauté sans qu'elle n'ait été expressément prévue par la communauté.

Acte correctement qualifié : On ne reconnaît un acte que **grâce au régime juridique qui lui est applicable**. La nature de l'acte découle de son contenu. La CJCE requalifie donc l'acte dont l'appellation ne correspond pas au contenu. L'élément qui la conforte dans sa décision est que l'acte peut ne pas correspondre par son contenu à son appellation.

La motivation de l'acte : Les actes communautaires appartenant à la nomenclature sont soumis à une obligation générale de motivation. **Cela veut dire que les règlements, directive, décisions**, quand elles sont adoptées par le moyen de la codécision ou par le conseil

seul, ou pas la commission quand elle prend des mesures d'exécution, **doivent être motivés et doivent être fondés sur toutes les étapes de procédure ayant permis leur élaboration.**

L'objectif est que les personnes privées connaissent les conditions d'adoption de l'acte mais que la CJCE puisse elle aussi exercer pleinement son contrôle. L'obligation de motivation est une formalité substantielle. Si un acte doit être motivé et qu'il ne l'est pas, moyen pouvant être soulevé devant la CJCE pour entraîner l'illégalité de l'acte.

Cette motivation peut être plus ou moins précise et il arrive qu'elle soit réduite à sa plus stricte exception.

Quand une décision a portée obligatoire s'adressant à un Etat, personne privée, ou entreprise, vient bouleverser un système, vient établir une nouvelle relation juridique entre la communauté et son destinataire, alors la décision doit être **extrêmement motivée.**

La règle de publicité et d'entrée en vigueur de l'acte : C'est en fait les traités qui précisent que les règlements sont publiés, les directives et décisions font l'objet d'une notification. C'est la tradition. Cependant, le traité de Maastricht a précisé des points concernant la publication et l'entrée en vigueur de l'acte. Précise que : **tous les règlements mais aussi directives et décisions adoptées en vertu de la codécision par le parlement et le conseil, et que les directives que prend le conseil tout seul ou que prend la commission toute seule doivent faire l'objet d'une publication au journal officiel de l'UE (JOUE)**

L'entrée en vigueur de ces actes dépend en fait de la date qu'il fixe lui même. Si dans l'acte communautaire, ne figure aucune date concernant le point d'entrée en vigueur de ce dernier, alors l'acte entre en vigueur le 20^e jour suivant sa publication.

Les autres actes que ceux qu'on a cité (autres décisions et directives) ont pour obligation d'être notifiées au destinataire. Elles prennent effet à compter de leur notification à leur destinataire. Publication au JOUE. Mais entrée en vigueur, dès la notification.

La publication sert, comme en droit interne, à rendre l'acte **opposable**. Si il n'est pas publié, il est inopposable.

C. La portée de l'acte et son effet rétroactif.

Par principe, les **actes communautaires ne sont pas rétroactifs**. Ces actes ne s'appliquent que pour les situations à venir sous réserve de ne pas porter atteinte à des droits acquis qui auraient pu être créés avant qu'ils rentrent en vigueur. Cependant, admise dans de rares cas, exemple : quand il est question de combler un vide juridique (absence d'une norme) Exemple : annulation d'une directive par le juge communautaire.

Les institutions communautaires ont la faculté d'abroger les actes communautaires à tout moment. Comme en droit interne FR, on n'a pas de droit au maintien de la

réglementation existante. Cependant, dans le souci de préserver les situations acquises, la responsabilité de la communauté européenne peut être engagée dans l'hypothèse d'une abrogation immédiate et imprévisible d'un acte communautaire.

Le retrait des actes communautaires est rétroactif. Pour ce faire, il faut que **l'acte soit illégal**. (condition préalable au retrait) Seule l'institution auteur de l'acte peut le retirer.

Ce qui prime dans la procédure de retrait et surtout dans cette faculté ouverte aux institutions communautaires est le respect de la légalité qui prime sur la préservation des intérêts des personnes privées destinataires.

D. Les actes hors nomenclature

Ils résultent de la pratique des institutions communautaires, ils sont :

- Ou prévu par les traités
- Ou bien résultent de la pratique. Ils sont parfois sans nom.

1- Les actes prévus par les traités

Les traités prévoient que les institutions usent de certains actes qui en dépit de leur nom ne sont pas les actes dont on a précédemment parlé. Exemple : règlements intérieurs des différentes institutions (pas des règlements au sens de 249) Exemple : règlement de procédure de la CJCE, dénomination fautive par rapport à 249 du traité sur la communauté européenne.

Ce sont des actes qui s'imposent à l'institution qu'ils édictent. Parfois qui s'imposent aux particuliers mais qui ne sont pas décisifs, qui n'ont pas de portée générale, mais qui sont cependant, par souci de transparence publiés au JOUE.

On peut également évoquer les **directives adressées par le conseil des ministres à la commission pour qu'elle négocie des accords externes**. Acte institutionnel réglant les relations conseil commission dans un domaine particulier.

Egalement les **décisions** adoptées par les représentants des Etats au sein du conseil des ministres sont internes au conseil des ministres. Les membres du conseil des ministres se prononcent sur une question particulière.

Les **avis consultatifs** que rend la CJCE après saisine d'un Etat ou d'une institution ou encore les **avis conformes** que rend le parlement européen **ne figurent pas au nombre des avis définis par 249**.

Tous ces actes ne créent pas de droit tout en étant constitutif d'obligation à l'égard des personnes privées.

2- Les actes non prévus par les traités

Communications de la commission au sujet de telle question, résolution du parlement au sujet de telle question etc. Appellations diverses des actes.

Certains de ces actes ont une valeur **préparatoire ou programmatique**. Ils sont essentiellement des déclarations de nature politique, expression d'une position et fixation d'objectifs (que le conseil s'engage à tenir dans l'exercice de ses compétences et délais pour réaliser ces objectifs) Le conseil d'auto limite ou s'auto encadre.

Il y a également d'autres actes **émanant de la commission** : ce sont des communications de la commission de Bruxelles. Elles ont pour objet de préciser la politique suivie par les institutions communautaires dans certains secteurs. Ces communications ont pour objet de communiquer des informations à l'égard des personnes privées et aussi des Etats pour que ces Etats soient informés des critères sur la base desquels la commission va accepter par exemple des dérogations à des règles de concurrence, œuvre pédagogique de la commission.

Il y a également des **accords inter institutionnels** tentant de régler les accords entre institutions et organiser les relations de travail entre celles-ci.

Ces actes n'ont en principe pas d'effet obligatoire :

- Ni pour leurs auteurs
- Ni pour les Etats
- Ni pour les personnes privées

Ils ne peuvent donc normalement pas créer de droit à l'égard des particuliers qui ne peuvent donc pas faire valoir de droit à l'égard des juges. **Cependant**, on a déjà vu la CJCE décider que l'institution ayant pris un acte a montré la volonté de s'auto limiter par l'acte et donc en découle des effets juridiques propres à l'acte. Valeur obligatoire, s'impose donc aux tiers. **C'est rare, mais cela arrive.**

§3 : Les traités et accords internationaux

La communauté européenne et les Etats qui en sont membres sont des sujets de droit international. L'une comme les autres peuvent conclure des accords internationaux entre eux mais également avec d'autres Etats.

Parmi les conventions pouvant être conclu par la communauté et les Etats :

- Accords externes
- Les autres accords, traités pour lesquels la comm. peut être ou pas partie au traité

A. Accords internationaux externes

Ils lient la communauté européenne avec des Etats tiers ou avec d'autres organisations internationales. Dès qu'ils rentrent en vigueur, ils font partie intégrante de l'ordre juridique communautaire. Donc, le traité sur l'UE de la CE nous dit que ces accords lient les Etats et la communauté. Ils sont donc **applicables dans la CE et les Etats membres de la CE, donc invocables par les particuliers devant les juridictions internes à condition qu'ils aient fait l'objet d'une publication.**

Cette communauté E peut passer de tels accords mais cette compétence ne lui est offerte que si elle est **prévue par les traités.** Il faut donc une **base juridique qui fonde la compétence de la communauté pour conclure des accords.** Il y a différentes dispositions dans les traités pouvant faire l'objet d'accords internationaux.

Exemples d'accords externes :

La communauté peut conclure des traités dans le domaine de la politique commerciale commune.

Dans le domaine de l'environnement où la CE peut passer des accords externes.

La CJCE est allée plus loin puisqu'elle a considéré qu'il était possible pour la communauté de conclure des traités chaque fois qu'il est nécessaire, sur le plan interne, de réaliser un objectif déterminé (sous-entendu, communautaire)

C'est une compétence générale qui serait une compétence implicite découlant des traités.

B. Les traités complémentaires

Accords internationaux conclus entre les Etats, la CE n'en est pas partie. **Cependant**, ils peuvent constituer une source du droit communautaire.

Exemples :

Accords conclus entre les Etats membres pour tout ce qui est pas communautarisé. Les traités en question sont des sources complémentaires du droit communautaire. Exemple : traité de Maastricht modifié par Nice et Amsterdam prévoit que les Etats membres concluent entre eux des traités en matière de coopération policière et matière pénale. Les traités invitent les Etats à coopérer de manière bilatérale ou multilatérale.

Egalement dans tout ce qui concerne le droit international privé : double imposition des personnes, protection des personnes etc.

Il arrive que dans le cadre du troisième pilier (justice et affaires intérieures avant et maintenant coopération judiciaire) il est prévu qu'au sens d'Amsterdam, des traités puissent être conclus entre les Etats, en matière de procédure pénale.

§4 : La jurisprudence et PGD

La CJCE détient seule la compétence pour délivrer l'interprétation authentique du droit communautaire. Donc, elle effectue :

- D'une part cette interprétation
- Et se faisant, elle dégage des PGD

A. Interprétation du droit communautaire par la CJCE

C'est elle qui est chargée de l'interprétation uniforme des règles. Elle garantit l'unité du droit communautaire. Elle garantit l'effectivité et l'efficacité du droit communautaire. Le but pour elle est de dégager une interprétation fondée sur une méthode **téléologique**. Elle va ainsi combler les lacunes des traités mais également du droit dérivé.

D'une certaine manière, on peut dire qu'elle a indirectement un **pouvoir créateur de droit**. Elle a en quelque sorte une fonction normative. Elle use de méthodes d'interprétations systématiques qui sont finalistes, téléologiques.

La cour lit donc la disposition, en la replaçant **dans son contexte, économie générale du traité**. Elle permet ainsi de retenir une interprétation qui va préserver l'effet utile du droit communautaire. **Une interprétation qui correspond au but du traité. (Van Gend En Loos)**

B. La CJCE dégage aussi des PGD

Ils sont inhérents à tout système juridique. Règles non écrites que le juge applique. La CJCE dégage ces principes pour notamment combler les lacunes des traités en matière de droits fondamentaux et libertés fondamentales.

Ces règles non écrites soumettent également les institutions communautaires.

Elles font partie intégrante. Elles ont même **un rang supérieur aux normes de droit dérivé**.

1- L'origine et le contenu

Ils sont dans certains cas déduits de la nature même des communautés Européennes. Certains auteurs ont essayé de trier ces principes en essayant de voir ceux qui sont le plus utilisés :

1^e catégorie : Les principes que la CJCE applique, principes communs à tous les systèmes juridiques. Exemple : le principe de la légalité. Ce principe est considéré comme inhérent à tout système juridique par la CJCE. Egalement, le principe de bonne foi.

2^e catégorie : La cour, parfois, dégage des principes de droit international public. Exemple : principe interdisant à un Etat de refuser le droit d'entrée et séjour à un de ses ressortissants. (principe de droit international public qui a l'air d'être évident, mais qui est un PGD) La cour de justice fait très peu référence aux principes de droit international public car droit communautaire est entrain d'émerger comme un droit autonome.

3^e catégorie : Principes qu'elle déduit des traités institutifs, de la nature de l'ordre juridique mis en place par les traités, exemples :

- Principe de l'équilibre institutionnel
- Principe de la préférence communautaire
- Principe de la libre circulation des marchandises

4^e catégorie : La CJCE va chercher dans le droit interne des Etats, des principes : généraux communs aux droits des Etats membres, exemples :

- Principe de non rétroactivité
- Principe de la non opposabilité des textes non publiés/notifiés
- Respect des droits de la défense

2- La CJCE dégage aussi les Principes Généraux de droits fondamentaux

C'est une catégorie de principe général du droit. Les traités ne contiennent aucun élément permettant de respecter les droits fondamentaux. La CJCE va user d'un subterfuge :

CJCE

Date : 12 novembre 1969

Affaire : Stauder

Dans cet arrêt, la CJCE dégage un PGDDF, c'est la première fois, et depuis elle ne cesse d'en dégager. Elle a deux sources d'inspiration :

-Traditions constitutionnelles communes aux Etats membres.

-D'accords internationaux sur la protection des droits de l'homme et plus particulièrement de la CESDH (1950)

Se faisant, la CJCE dégage des principes comme :

- Principe du droit à une recours juridictionnel effectif (droit au juge)

- Principe du droit à un procès équitable
- Principe du droit au respect dignité humaine, intégrité de la personne

Cette construction JP a donné lieu a des réticences chez les Etats, en premier lieu la **cour constitutionnelle Allemande**.

Le traité de Maastricht consacre la JP de la CJCE en matière de droit fondamental puisqu'il affirme que le traité sur l'UE est fondé sur les droits fondamentaux. Le traité de Nice de 2000 proclame solennellement la charte des droits fondamentaux de l'UE (décembre 2000) et contient tous les droits fondamentaux dégagés par la CJCE. Cette charte n'a aucun effet juridique.

Chapitre II : L'OTAN : organisation du traité de l'atlantique Nord

L'autre organisation a côté de l'OTAN est l'UEO qui n'existe plus car la plupart de ses missions ont été confiées à la politique de défense commune que tentent de mettre en place les Etats de l'Union Européenne. L'OTAN est devenu l'organisation de sécurité et de défense notamment sur le continent européen. A cause des réticences du gouvernement FR, il ne reste plus qu'elle mais dire cela est réducteur.

Cette organisation résulte du système mis en place par la charte de l'ONU (traité de Washington) signé après la WWII. Il s'agit de garantir et favoriser la mise en œuvre de deux principes entre les Etats du monde :

- Un système de légitime défense au profit des Etats membres de l'ONU
- Le règlement pacifique des différends au sein de l'ONU

Cet ensemble (charte, OTAN, et principes) doit servir le conseil des nations unies à agir, perpétrer des actions pour maintenir la paix dans les Etats ou elle est menacée.

Section 1 : La création et la composition de l'OTAN

Initiative des US pour protéger les Etats d'Europe de l'Ouest face au bloc soviétique. Organisation directement issue de la guerre froide. **4 avril 1949 : signature par 12 Etats (ils sont maintenant plus d'une vingtaine)** Belgique, Canada, Danemark, US, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays Bas, Portugal, Royaume Uni, Grèce, France.

La RFA en 1959, l'Espagne en 1982, puis en 1999, certains pays de l'Est et centrale (Hongrie, Pologne, Tchéquie etc.)

Cette organisation est largement favorisée en 1949 par les chefs de la communauté européenne de défense.

CED : Egalement une armée européenne commune avec un but sous jacent de réintégrer l'Allemagne en procédant à son réarmement. Il se serait fait sous contrôle d'institutions communes créées par les Etats et sous contrôle d'un commandement commun, une tutelle des autres Etats.

Le projet de création de la CED, désigné à Paris et sa ratification, repoussée par l'assemblée nationale. La FR avait abandonné l'idée d'une communauté de défense avec les autres Etats donc regain d'intérêt pour l'OTAN. Ainsi, l'Allemagne n'a du son réarmement qu'à l'UEO (union européenne occidentale) qui n'est qu'une organisation de coopération par opposition à la CED (intégration) Cela a permis son intégration à l'OTAN en **1955**.

S2. Facteurs freinant l'élargissement de l'OTAN :

Aujourd'hui, l'OTAN a vu ses bases s'élargir, élargissement naturel lors de la chute du mur de Berlin et après la dislocation de l'URSS. Cependant l'OTAN s'est heurté à l'opposition de la Russie pour pouvoir s'élargir aux membres (Europe de l'Est) et la Russie a essayé de maintenir son influence sur les ex Etats de l'URSS. Cette influence n'a pas bien marché.

Cependant, deuxième facteur d'inertie dans l'élargissement de l'OTAN : interne aux Etats. Les Etats candidats devaient adapter leur système militaire aux normes techniques au standard militaire de l'OTAN.

Difficultés au sein des pays d'Europe de l'Est. Ont eu lieu et persiste encore dans certains, des événements favorisant une instabilité politique. Il existe encore des problèmes des minorités qui ont donné lieu à des conflits ouverts. Tous les problèmes internes ont freiné l'élargissement des bases de l'OTAN.

En tenant compte de ces facteurs freinant l'élargissement de l'OTAN, l'extension des bases de l'organisation s'est fait en plusieurs étapes :

1^e étape : Entrée de la Pologne, Hongrie et Tchéquie dans l'OTAN (ces trois pays sont entré après ratification le **12 mars 1999**) Etapes juridiques : mise en conformité de leur système de communication et adaptation de leur système militaire aux normes techniques.

2^e étape : En 2002, début d'un processus d'adhésion de 7 pays depuis, membres de l'UE. **29 mars 2004** : cinquième vague d'élargissement (alliance atlantique) de l'OTAN. C'est la vague la plus forte.

3^e étape : En ce moment, trois Etats font l'objet d'une procédure (Albanie, Croatie et l'ex République Yougoslave de Macédoine) Ils sont actuellement membres d'un plan d'action pour l'adhésion. Ils sont pour l'instant, pays partenaires.

Conférence de Riga : un sommet entre chef d'Etats et membres de l'alliance qui nous dit qu'à partir de 2008, il allait falloir **ouvrir encore plus la porte de l'alliance à tout pays pouvant satisfaire aux normes de l'OTAN**. Les Etats candidats sont invités par le conseil de l'atlantique Nord qui est la principale instance de décision de l'OTAN (représentants des Etats) à présenter leur demande d'adhésion et vont s'établir des relations (mise en place de relations juridiques entre le candidat et l'OTAN), relations sous l'autorité du conseil et surtout dominées par **le secrétaire de l'OTAN, les comités spécialisés (militaire, défense etc.)**

Section 2 : Les missions de l'OTAN

L'objectif initial : était de lutter contre une éventuelle attaque de l'URSS. Depuis 1989, se sont ajoutées des missions ayant pour but de garantir la paix.

A. Les missions initiales de l'OTAN

Pour prévenir les états membres de l'organisation de tout conflit, ceux-ci sont soumis à certaines obligations et parmi celles-ci, la plus importante est qu'ils doivent recourir à un **mode de règlement pacifique de leurs différends**. L'OTAN n'est qu'une organisation logique avec elle-même. La charte des Nations Unies prône le règlement pacifique des différends. Donc avant d'être en litige entre eux ou avec d'autres selon la règle d'éviter toute guerre, les Etats membres doivent faire une politique stratégique commune.

Tout comme ils doivent développer des moyens militaires pour assurer une présence américaine en Europe et exercer des exercices militaires conjoints entre les Etats membres et les USA. La présence US sur le sol Européen était dans les années 50, une condition nécessaire au bon ordre.

Il y a également pour les Etats une obligation de consultation des autres parties au traité quand l'intégrité du territoire. Légitime défense collective et non une légitime défense unilatérale qui respecte les principes dégagés par l'ONU qui fait que dans l'hypothèse où **l'un des membres de l'alliance est victime d'une agression armée, les autres doivent lui porter assistance par les moyens de leur choix**. L'usage de la force éventuel ce fait dans un ensemble plus vaste en réalité qui peut être le fait des Etats de l'alliance. Cette action doit cesser quand le conseil de sécurité prend des mesures qui s'imposent pour rétablir la paix et aussi la sécurité internationale.

Ce système de légitime défense a été effectivement mis en place la première fois après le **11 septembre sur le territoire des US et dans la méditerranée** quand se sont déployées les forces de l'OTAN pour avertir que toute autre attaque engendrerait une réaction.

La FR s'est partiellement retiré de l'alliance depuis 1966 (De Gaulle) Le président de la république disait que la France devait continuer à définir sa propre stratégie militaire et la maîtrise de son arme nucléaire.

B. Les missions actualisées

Il y a des problèmes nouveaux en 1989, avec la chute du mur de Berlin :

- Problème des minorités
- Course à l'armement
- Le constat d'un changement économique profond (axes est/ouest nord/sud)

Il y a également de nouveaux problèmes qui apparaissent récemment avec notamment le terrorisme.

L'OTAN a souvent été considéré comme le relais de l'ONU en Europe. En Yougoslavie, elle a par exemple surveillé l'embargo contre la Serbie et le Monténégro, participé à des frappes aériennes, a également envoyé des forces internationales pour aider les forces de l'ONU.

Il y a également les problèmes du Kosovo où l'OTAN avait des tâches de surveillance. Il revenait également à l'alliance de protéger les observateurs envoyés par l'ONU.

L'intervention de l'OTAN dans un conflit interne d'un Etat non membre a été quelque chose de nouveau. On peut se demander jusqu'à quel point ces nouvelles missions ne violeront pas le principe de non ingérence.

Pour résumer : Protection des droits de l'homme, sécurité humanitaire etc. se sont dérouler parallèlement (dans le cadre de, à côté des) actions menées par l'ONU. C'est à la fin des moments les plus graves du conflit d'ex-Yougoslavie qu'on a vu que l'OTAN a joué le rôle de bras droit de l'ONU.

L'exemple de l'Afghanistan, en quoi et comment l'OTAN doit il encore être en Afghanistan. L'OTAN est un élément essentiel de l'engagement de toute la communauté internationale en Afghanistan, en effet l'alliance aide les autorités Afghane à mettre en place la sécurité et à stabiliser le régime. L'OTAN a participé activement à la rédaction d'un plan quinquennal fait par la communauté internationale et les autorités Afghanes, d'établir une gouvernance dans le pays. 3 fronts liés à ce plan :

-L'OTAN dirige la FIAS (force internationale d'assistance à la sécurité) composée de 30 000 soldats et qui a pour but d'aider les autorités Afghanes.

-Haut représentant civil qui assure la liaison entre le gouvernement Afghan, les organisations internationales et les pays voisins.

Section 3 : Les structures de l'OTAN

Le siège de l'OTAN se trouve à Bruxelles. L'organisation comporte des structures civiles et des structures militaires.

A. La structure civile

A la tête de cette structure figure le conseil de l'Atlantique nord qui est l'organe suprême de l'organisation présidé par le secrétaire général de l'OTAN. Il se réunit une fois par semaine au niveau des représentants permanents (de chaque Etat) qui sont en présence permanente. Les chefs d'Etat des gouvernements doivent s'unir en conseil extraordinaire pour traiter de questions politiques délicates qui sont souvent des questions d'actualité.

Les décisions sont prises à l'unanimité. On a en fait là un organe intergouvernemental comme toutes les organisations internationales en ont un. A côté, figurent une vingtaines de comité qui assistent au conseil ainsi que des groupes d'experts.

Exemple : les comités de plan de défense (plans d'actions), le groupe des plans nucléaires. Ce genre de comité, groupe, conseil, se réunissent régulièrement entre membres du comité qui sont souvent des experts, deux fois par an, entre ministres de la défense de chaque Etat. Par rapport à cette organisation, le secrétaire général de l'OTAN a une tâche de coordination et de représentation de l'organisation à l'extérieur.

B. La structure militaire

Elle prend la forme du comité militaire qui est l'organe militaire suprême placé sous l'autorité de l'organisation de l'atlantique nord. Ce comité militaire est responsable des activités militaires, il adresse des recommandations aux commandement alliés. Les réunions du comité militaire sont **permanentes et se font au niveau des représentants militaires de chaque Etat, deux fois par an au niveau des chefs d'Etat major de chaque Etat membre.**

Il y a l'Etat major composé de personnel militaire qui aide le conseil militaire et exécute ses décisions.

L'OTAN a développé une coopération renforcée avec la Russie notamment puisque a été créé en 2002, un organisme de concertation entre les membres de l'alliance et la Russie pour coopérer dans le cadre d'actions conjointes pour et maintenir la sécurité dans la région Euro-Atlantique. Association de la Russie à ce processus. S'est donc intensifié la lutte commune entre l'OTAN et ses membres et aussi avec la Russie : lutte contre le terrorisme (actions terroristes sur le territoire de l'alliance et de la Russie) Conséquences réelles sur la maîtrise de l'armement respectif.

Il existait à côté de l'OTAN une autre organisation qui est **l'UEO**. Cette organisation (union de l'Europe occidentale) on en parle encore mais presque comme du passé. On en parle de moins en moins. C'est une organisation qui est longtemps resté dans l'ombre de l'OTAN pour

des raisons tenant au fait que ses membres étaient les mêmes sauf les US. Donc, cette organisation est restée dans l'ombre car elle faisait doublé avec l'OTAN et les membres de l'OTAN préféraient intégrer le commandement de l'OTAN les buts étant les mêmes.

1992 : traité de Maastricht, dans le but de permettre l'intégration progressive des nouveaux Etats qui avaient formé l'UE. Cette organisation a été réactivée car on en a parlé. C'est une intégration uniquement dans les faits. Il y a un Etat major commun entre les Etats faisant partie de l'organisation, structures communes militaires, **mais il est prévu dans le traité de Maastricht (c'est entrain de se faire) que quand les Etats Européens seront parvenu à définir une politique de défense commune, l'UEO n'aura plus aucune raison d'exister.** Donc elle persiste juridiquement car il n'y a pas encore une politique européenne commune de défense. Mais petit à petit, **transfert ses compétences à l'UE en s'asoyant à elle dans la gestion de certaines crises sur le continent Européen.**

Chapitre 3 : L'OCDE : organisation de coopération et de développement économique un exemple atypique d'organisation à vocation économique.

C'est l'héritière de l'OECE (organisation européenne de coopération économique) Cette organisation est un lieu de concertation entre les pays industriels à économie de marché de l'Europe, les pays d'Amérique du nord et d'Asie pacifique. Se fonde sur le continent européen mais est un grand lieu de concertation.

Ce n'est plus seulement une organisation européenne, c'est d'avantage une organisation des pays industriels à économie de marché.

Section 1 : Origine et composition de l'OCDE

Elle succède à l'OECE qui était une organisation créée après la deuxième guerre mondiale par un traité signé le **16 avril 1948** pour administrer, gérer l'aide des US et du Canada dans le cadre du plan Marshall. Elle était donc destinée à accompagner la reconstruction de l'Europe juste après le deuxième conflit armé.

Cette organisation de 1948 regroupe 18 Etats d'Europe de l'Ouest auxquels s'ajoutent deux Etat associés : Les US et le Canada. L'OECE répond à une première mission se développant entre 48 et 52, celle d'organiser la distribution de l'aide financière pour le relèvement de l'Europe **sur la base du plan financier élaboré par un comité d'experts** qui prévoient la distribution de cette aide.

Pendant ce temps, et jusqu'en 1960, cette organisation répond a une deuxième mission : **coordonner les politiques économiques des Etats et tenter de libéraliser les échanges commerciaux entre les Etats membres et stabiliser les droits de douanes entre les 18 Etats membres.**

C'est dans ce cadre que sera organisé à partir de 1958, un système de convertibilité des monnaies pour favoriser la libéralisation des échanges.

Quand l'aide des US et du Canada n'existe plus, elle a répondu à cette première mission. En 1960, on remarque que la première mission est arrivée à son terme. **Le CEE de 1957** et que se libéralisent les échanges et que s'organisent des relations nouvelles entre certains Etats européens, il est nécessaire pour les 18 Etats membres de redéfinir les fonctions de l'OECE **en tenant compte de la fin de la première mission et du nouveau contexte : signature d'une convention qui s'est tenue à Paris en décembre 1960 créant en remplacement de l'OECE cette OCDE que nous connaissons aujourd'hui.**

Cette nouvelle OCDE est une organisation de coopération entre les Etats industriels à économie de marché à destination des pays européens surtout. Cependant, cette organisation a une vocation plus grande : **s'ouvrir à tout Etat y compris non européen.** C'est ainsi que composé de 18 Etats européens (avec US et Canada) au départ s'élargit en **1964 au Japon, en 1969 à la Finlande, à la Nouvelle Zélande, à l'Australie, jusqu'à comprendre aujourd'hui plus de 30 Etats d'Europe, Amérique du Nord, Asie, Pacifique.**

Les exigences pour faire partie de l'organisation sont peu précises, concentrées sur le fait que les Etats membres de l'organisation sont des démocraties pluralistes et qu'ils doivent fonctionner sur le modèle de l'économie de marché.

Section 2 : Les missions de l'OCDE

L'OCDE a pour mission de renforcer l'économie des pays membres, d'améliorer l'efficacité des systèmes économiques, promouvoir l'économie de marché, développer le libre échange entre les Etats membres et contribuer à la croissance des pays qui la composent (aussi bien des pays industrialisés que des PED)

C'est donc un lieu de discussion, réflexion dans des domaines divers, variés, échanges sur des domaines tel que la politique économique mais aussi les investissements internationaux, l'agriculture, l'emploi, l'environnement, les ressources etc.

Pour ce faire, l'organisation assure une veille économique qui va lui servir à déterminer les problèmes économiques et sociaux qui se posent aux Etats (dont on examine la situation économique) et à trouver des solutions à ces problèmes mis en évidence. Le travail essentiel est d'examiner des situations économiques et de publier des solutions.

Depuis 40 ans, l'OCDE a donc essentiellement **analysé les pays se réclamant de l'économie de marché (presque tous les Etats du monde aujourd'hui) et a aidé les pays qui étaient dans une phase de transitions vers l'économie de marché (surtout les Etats qui faisaient partie de l'ancien bloc de l'Est) elle essaye d'harmoniser les positions entre les Etats quand il y a des négociations.**

Pour harmoniser, elle essaye de rapprocher des positions opposées, elle aide à la formulation de règles communes aux Etats quand les Etats concluent entre eux des traités concernant la fiscalité, le droit de la concurrence etc.

Elle a quand même suivi une évolution dans le cadre de ses missions. Aujourd'hui plutôt que d'examiner les économies par domaine de compétence, elle privilégie l'analyse des interactions entre les différents domaines entre les différents Etats. Elle va par exemple étudier l'influence dans tous les Etats de la politique sociale sur l'économie. Donc études beaucoup plus générales.

Dans le cadre de son activité elle assure toutes ses missions par le biais de **comités, le comité d'aide au développement (CAD) composé :**

- D'une partie des Etats membres de la communauté européenne
- des membres FMI
- membres de la banque mondiale
- membres de l'OCDE

Avec l'aide du CAD, elle coordonne l'aide aux PVD, elle recommande les secteurs à aider, elle met en avant les problèmes à résoudre, elle sert vraiment d'organe de réflexion. Elle préconise les solutions les plus adaptées pour répondre aux problèmes qu'elle a elle-même soulevés. Elle a informé et formé les ressortissants des PECO pour qu'ils utilisent des solutions nécessaires pour transformer leur économie en économie capitaliste.

Donc respect des souverainetés respectives, plus dans la réflexion que l'action, inciter les Etats à suivre les différentes recommandations.

Section 3 : Les structures par lesquelles l'OCDE agit

Son siège est à Paris, c'est une association intergouvernementale comme les autres, elle est composée :

D'un conseil des ministres (organe intergouvernemental de décision avec les représentants des Etats) Se réunit une fois par an avec les ministres des affaires étrangères, finances, commerce extérieur. Les représentants permanents ayant le rang d'ambassadeur se réunissent deux fois par an. Le conseil des ministres prend des actes sous formes de recommandations adressées aux Etats membres, plus rarement des décisions. C'est au niveau du conseil des ministres que sont préparés et signés les accords internationaux dont l'OCDE est l'instigatrice. Au sein de ce conseil, les décisions, accords etc. n'ont de conséquences que si ils ont été adoptés à **l'unanimité des membres de l'organisation.**

Le comité exécutif : une émanation du conseil des ministres (organes concentrées) composé de 14 membres. Il y en a 7 siégeant au comité exécutif, 7 qui représentent les Etats ayant un siège permanent au sein de l'organisation (Allemagne, Canada, France, Italie, Japon,

Royaumes Unis, Etats Unis) A côté de ces membres, il y en a 7 autres renouvelés chaque année (la représentation des autres Etats tournent) Le comité a pour tâche **d'exécuter les décisions et de préparer les travaux du conseil.**

Plus de 200 comités et groupes de travail : Créés par le conseil des ministres, experts indépendants, comités qui ont pour tâche de réaliser des missions d'organisation et donc de faire des études sur les économies respectifs des Etats. Ils font fonctionner l'organisation.

Organes autonomes rattachés à l'OCDE : Aident dans la tâche de l'OCDE, on a par exemple le CAD que l'on a cité, l'agence internationale de l'énergie (AIE), ou encore l'agence pour l'énergie nucléaire (AEN) Ces trois organes œuvrent pour l'OCDE dans un but de rapprochement des économies de marché.

Tout le système fonctionne sous la direction d'un secrétaire général qui est nommé pour 5 ans dans les Etats membres et qui assiste, dirige et coordonne les travaux (direction et représentation de la direction) du conseil des ministres, représente l'organisation à l'extérieur.

L'OCDE a donc aujourd'hui une place importante notamment sur les questions comme le développement durable, la transition des pays vers une économie de marché, des études très pointues sur les économies territoriales.

Il existe trois points unissant ces trois organisations :

1^e point : une constante de toutes ces organisations (3 organisations semblables dans leurs missions) ce sont des organisation de **coopération**. Cela a une conséquence évidente dans la structure de l'organisation et dans les pouvoirs limités de l'organisation sur ses membres. Il y a donc une action unilatérale des membres. Ces organisations de coopération ne vivent que par la bonne volonté et l'exercice souverain des Etats qui la composent.

2^e point : même si elles sont focalisées et organisées presque toutes sur le continent européen, ce sont donc des organisations géographiquement limitées dans leur action.

3^e point : elles fonctionnent bien. Elles n'ont pas toutes les mêmes pouvoirs sur leurs membres. Plus on va vers la défense des droits de l'homme, plus les réticences vis à vis de l'organisation sont larges mais plus les actions qu'elles mènent sont importantes.

On remarque donc qu'elles sont dans un système particulier. Un domaine plus ou moins direct de défense des droits de l'homme même si ce n'est pas le but principal. C'est un but plus ou moins direct.
